

Sous-direction de la forêt 19, avenue du Maine 75732 Paris cedex 15 ☎ 01 49 55 51 27 Télécopie 01 49 55 84 06	<b>Circulaire</b> <b>DERF/SDF/C2001-3007</b> <b>Date : 26 MARS 2001</b> Classement :
--	---

## CIRCULAIRE

Objet : Procédure d'instruction des demandes d'aides aux investissements forestiers dans le cadre du plan de développement rural national (P.D.R.N.). Paiement des aides forestières par le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.).

Date de mise en application : immédiate

**Résumé :** Prise en application de la circulaire D.A.F/S.D.A.B/C2000-1523 du 18 décembre 2000, la présente circulaire définit la procédure d'instruction des dossiers d'investissements forestiers éligibles au cofinancement du FEOGA-G, au titre du volet forestier du Plan de développement rural national (P.D.R.N) mesures h.1, i (à l'exception des mesures i.3, i.4, i.5.1, i.5.2, i.2.7 et i.7.2. ) et t pour les seules opérations de restauration des terrains en montagne. Elaborée en concertation avec le C.N.A.S.E.A, elle comporte un rappel des dispositions financières, un modèle de rapport d'instruction, la liste des pièces à transmettre au C.N.A.S.E.A, la description des contrôles administratifs obligatoires, la présentation des contrôles sur place, les indicateurs de suivi physique et financier, ainsi que des principes généraux à respecter par la présentation d'un exemple de demande et d'exemples de décision.

### PLAN DE DIFFUSION

Pour exécution :	Pour information :
<ul style="list-style-type: none"><li>- Préfets de région</li><li>- Préfets de département</li><li>- Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt</li><li>- Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Ministère de l'intérieur (D.G.A.)</li><li>- C.N.A.S.E.A.</li><li>- Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (D.N.P.)</li><li>- Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (direction du budget et direction de la comptabilité publique)</li><li>- Office national des forêts</li><li>- Association nationale des C.R.P.F.</li><li>- Fédération nationale des communes forestières</li><li>- Directeurs des C.R.P.F</li><li>- F.N.S.P.F.S.</li><li>- C.N.I.E.F.E.B.</li><li>- A.S.F.F.O.R.</li><li>- Union des coopératives forestières françaises</li></ul>

## 1 - Objectifs de la circulaire

A la suite de la décision du gouvernement de confier au C.N.A.S.E.A. le paiement des aides accordées au titre du règlement de développement rural (R.D.R.) pour le volet F.E.O.G.A.-Garantie, une circulaire-cadre (D.A.F./S.D.A.B./C2000-1523) sur les circuits administratifs et financiers a été signée le 18 décembre 2000.

Cette circulaire-cadre transversale appelle des circulaires spécifiques pour chaque forme de soutien (I.C.H.N., aides aux bâtiments d'élevage, aides forestières, P.O.A., etc.) afin que les services déconcentrés et le C.N.A.S.E.A. se voient préciser les modalités particulières de gestion propres à chaque aide.

La présente circulaire est spécifique aux mesures h, i et t du plan de développement rural national, et notamment aux sous-mesures h.1, i.1, i.2.1, i.2.2, i.2.3, i.2.4, i.2.5, i.2.9, i.6.1, i.6.4, i.6.5, i.6.6, et t (restauration des terrains en montagne).

Les mesures h.2 (prime compensatrice de perte de revenu après boisement de terres agricoles), i.3 et i.4 (mesures gérées par les D.R.A.F. et relevant de la sous-direction des industries du bois), i.2.6, i.2.8, (mesures financées par les seules collectivités territoriales), i.2.7 (mesure concernant les zones Natura 2000, gérée par le ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement), i.5.1 et i.5.2 (constitution d'une association et opérations de regroupement de gestion) i.6.2 et i.6.3 (mesures concernant les prêts bonifiés à l'exploitation et au stockage des bois chablis, gérée par la D.A.F.), i.7 (mesures innovantes dont les circulaires d'application ne sont pas encore publiées) feront l'objet de circulaires spécifiques.

Pour les mesures concernées par la présente circulaire, les annexes jointes précisent les modalités suivantes :

- dispositions financières en matière de gestion des crédits forestiers (annexe I)
- liste des pièces des dossiers d'engagement et de paiement nécessaires au C.N.A.S.E.A. (annexe II fiche E dans le rapport d'instruction)
- liste des pièces constitutives d'un dossier (annexe II fiche A)
- liste des contrôles à effectuer lors de la réception et de l'instruction d'un dossier (annexe II fiche B)
- demande d'engagement comptable (fiche D 1)
- calculs du montant des décisions et des paiements avec diverses fiches de calcul (annexe II fiches D 2 et D 3)
- modalités du contrôle administratif accompagnées d'une note sur le schéma d'instruction d'une demande d'aide (annexe III)
- modalités du contrôle sur place (annexe IV)
- modalités pour le suivi du P.D.R.N. (tableaux à renseigner pour la Commission européenne) (annexe V)
- exemples de décisions et de demande (annexe VI A et B)

## 2 - Rappel des textes du règlement de développement rural et du plan de développement rural national

- règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) et modifiant et abrogeant certains règlements ;
- règlement (CE) n° 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) pour l'application des articles 47, 48 et 49 (demandes, contrôles et sanctions) modifié par le règlement (CE) n° 2075/2000 de la commission du 29 septembre 2000 (paragraphe 16, 17, et 18).

- plan de développement rural national approuvé le 7 septembre 2000 et ses mesures forestières correspondantes.

Il est rappelé que les dispositions du décret du 16 décembre 1999 s'appliquent à la procédure d'instruction et de paiement des aides à l'investissement, sauf mesures particulières du décret du 17 juillet 2000, de l'arrêté du 17 juillet 2000, et de leurs circulaires d'application.

Les procédures dérogatoires prévues à l'article 6 du décret du 16 décembre 1999 seront précisées ultérieurement.

**La présente circulaire constitue les premiers éléments de la mise en œuvre des mesures forestières inscrites au P.D.R.N. Par la suite, un manuel de procédure décrira avec précision le dispositif notamment pour les contrôles sur place dont les modalités particulières seront précisées dans une circulaire spécifique.**

**Ce manuel de procédure intégrera les évolutions et deviendra l'outil de référence commun à tous les acteurs concernés.**

### 3 - Les enveloppes de "droits à engager"

Chaque année, en janvier, le ministère de l'agriculture et de la pêche notifie parallèlement au directeur général du C.N.A.S.E.A. et aux préfets de région le montant des enveloppes régionales de "droits à engager" (crédits d'Etat et crédits F.E.O.G.A.-G.), par groupes de mesures forestières identifiées dans le Plan de développement rural national. Des enveloppes complémentaires peuvent, le cas échéant, être notifiées en cours d'année, au fur et à mesure des décisions modificatives apportées au budget du C.N.A.S.E.A.

Pour les enveloppes de crédits "hors C.P.E.R.", des modifications dans la ventilation régionale des crédits disponibles peuvent intervenir en cours d'année, en fonction du rythme effectif d'engagement et de paiement, afin d'optimiser les cofinancements communautaires. Ces modifications sont notifiées aux préfets de région.

Dès que l'enveloppe de "droits à engager" est notifiée, et sauf instruction contraire du ministère de l'agriculture et de la pêche, les préfets de région peuvent, sans attendre la réunion de la conférence administrative régionale, répartir entre les départements une part de cette enveloppe, dans la limite de 40 % du montant des droits à engager effectivement mobilisés par chaque département l'année précédente.

Si possible, dans le mois qui suit la notification des enveloppes de droits à engager, les préfets de région réunissent la conférence administrative régionale et procèdent aux consultations nécessaires avec le Conseil régional pour la mise en œuvre du contrat de plan Etat-Région et des avenants à ces contrats. Les enveloppes départementales sont notifiées simultanément aux préfets de département et à la délégation régionale du C.N.A.S.E.A., au plus tard deux mois après la notification des enveloppes régionales.

Les enveloppes de "droits à engager" correspondant à la part F.E.O.G.A.-G. des cofinancements des collectivités au titre du volet forestier du P.D.R.N. sont notifiées au cas par cas par les services centraux du ministère de l'agriculture et de la pêche aux préfets de région qui en informent les collectivités concernées. Ces notifications interviennent à l'issue de la présentation d'actions prévue au titre de la circulaire D.E.P.S.E./S.D.E.A./C.2000-7041 du 17 août 2000. Les services de l'Etat sont responsables devant la Commission européenne de la décision de cofinancement communautaire ; ils assurent donc l'instruction de ces dossiers et veillent au respect des plafonds nationaux des taux de financement.

Chaque année, les "droits à engager" non utilisés au 31 décembre ou non mobilisés par une décision attributive transmise au C.N.A.S.E.A. avant le 31 décembre sont remis à la disposition du ministère de l'agriculture et de la pêche, et ne sont pas automatiquement

réaffectés l'année suivante à la région et au département où ils avaient été ouverts l'année précédente. C'est pourquoi, lorsqu'un département bénéficie, pour un même groupe de mesures forestières du P.D.R.N., de "droits à engager" C.P.E.R. et hors C.P.E.R., les engagements doivent être imputés d'abord sur l'enveloppe C.P.E.R., jusqu'à épuisement des droits.

#### 4 - Le rapport d'instruction

Afin de garantir le respect de l'ensemble des dispositions réglementaires, tant nationales, régionales que communautaires, s'appliquant aux mesures visées par la présente circulaire, l'élaboration systématique d'un rapport d'instruction sur le modèle figurant en annexe II est indispensable.

Ce document peut être complété ou modifié dans sa forme en tant que de besoin par le service instructeur pour des contrôles supplémentaires justifiés par des dispositions régionales spécifiques ou par des cas de figure qui ne sont pas envisagés par la présente circulaire. Il doit être le guide pour une application méthodique de la procédure d'instruction. Dès la réception d'une demande d'aide, il convient de renseigner ce document qui accompagnera le dossier jusqu'à sa clôture. Outre sa fonction d'assistance au service instructeur, il permet de connaître l'état d'avancement du suivi administratif du dossier. **Ce document doit être une mémoire fiable et actualisée du dossier, en même temps que la garantie de la qualité de l'instruction d'une demande d'aide. Enfin il doit apporter à l'agent instructeur l'assurance d'avoir mené une instruction complète au regard des diverses réglementations s'appliquant au dossier.**

#### 5 - Les contrôles

Les règlements de l'Union européenne, distinguent deux niveaux de contrôles :

- le contrôle administratif
- le contrôle sur place.

Les annexes III et IV précisent les modalités respectives de ces contrôles. Toutefois les contrôles sur place feront l'objet de circulaires spécifiques pour préciser les modalités particulières à chacune des mesures. L'annexe IV ne présente que les principales orientations.

Le contrôle administratif, réalisé obligatoirement pour tous les dossiers, correspond à l'instruction normale et habituelle d'un dossier de demande d'aide, concrétisée par le rapport d'instruction. (dans le strict respect de l'ensemble des dispositions de la circulaire correspondant à l'aide). Dans le cadre d'un contrôle administratif, des contrôles de chantier sont éventuellement prévus : il s'agit notamment de visites préalables au paiement des aides.

Le contrôle sur place, au sens communautaire, concerne chaque année après versement de l'aide, un taux minimum de 5 % des bénéficiaires, ce taux étant à calculer sur l'ensemble des aides de soutien. Il s'agit d'un contrôle a posteriori qui vérifie, outre l'effectivité de l'investissement réalisé, le respect de l'ensemble des engagements pris par le bénéficiaire de l'aide, y compris ceux souscrits en application du décret du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier.

#### 6 - Quelques précisions et recommandations

- Le recours aux forfaits sur barèmes dispense les bénéficiaires de la production des factures détaillées et acquittées, la vérification de l'effectivité des travaux réalisés étant

i	2	2	D	0	0	0	1	0	0	0	0	7
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

- pour le département de la Mayenne (Code INSEE 053), pour un dossier de boisement de terres agricoles (mesure h.1) réceptionné en 2000 en troisième position, le numéro de dossier est :

h	1	0	D	0	5	3	0	0	0	0	0	3
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

- L'original du rapport d'instruction doit être inclus dans le dossier envoyé au C.N.A.S.E.A. après l'engagement juridique. Une copie en est conservée à la D.D.A.F.
- Il est très souhaitable que, pour harmoniser et expliciter ces dispositions nouvelles, les services (D.R.A.F. et D.D.A.F.) tiennent rapidement une réunion avec les délégations correspondantes du C.N.A.S.E.A. Dans un second temps, il est également nécessaire d'organiser des réunions de formation de tous les maîtres d'œuvre potentiels, ainsi que des personnels forestiers des C.R.P.F. et des chambres d'agriculture qui seront amenés à répondre aux questions des bénéficiaires potentiels.
- La convention est la forme d'engagement juridique la moins contestable.
- Les exemples d'engagement juridique, de demande, de diagnostic, etc. présentés en annexe VI doivent vous permettre de compléter vos imprimés régionaux et de les adapter aux nouvelles conditions et obligations.
- Le rapport d'instruction peut être adapté ou complété au niveau régional (annexe II), en fonction des spécificités régionales, en liaison avec le C.N.A.S.E.A. régional. Sa forme peut être revue pour une meilleure lisibilité.
- Les D.R.A.F. peuvent instruire les demandes dans le cadre de la mesure i.2.9 (cartographie du risque et des équipements dans le cadre de la protection de la forêt contre l'incendie P.F.C.I.) pour les projets interdépartementaux.
- Dans le cadre de l'application des articles 5 et 7 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissements, un modèle d'imprimé type permettant à un demandeur de confirmer une demande n'ayant pas reçu de décision dans le délai de 6 mois et **dont les travaux ne sont pas commencés** figure en annexe VI.
- L'année budgétaire du FEOGA-G est différente de l'année calendaire, ce qui induit une contrainte supplémentaire dans le rythme de prévision et de consommation des crédits de paiement. Les prévisions de consommation des crédits de paiement du F.E.O.G.A.-G sont en effet établies sur la base d'une année allant du 16 octobre de l'année N au 15 octobre de l'année N+1. Ainsi la commission d'apurement comptable s'appuyant sur cette période pour vérifier la consommation effective des crédits de paiement dans le cadre du P.D.R.N., il est important de procéder à la liquidation des travaux réalisés **avant le 15 octobre** de chaque année et d'éviter de concentrer les paiements vers les mois de novembre/décembre.
- L'emploi de la fiche régionale d'information et de la fiche d'évaluation de l'impact du projet (Cf. annexe VI) doivent faire l'objet d'une "doctrine" régionale concertée. Il ne s'impose pas a priori dans les zones qui ne font pas l'objet d'une protection juridique particulière, et notamment pas a priori dans l'ensemble du territoire d'un parc naturel régional ou d'une ZNIEFF de type II.
- Les associations syndicales ne peuvent bénéficier d'une aide à l'investissement que pour le ou les seul(s) objet(s) figurant aux statuts, et à la condition expresse de la vérification d'une publication dans un journal d'annonces légales. Lorsqu'elles prétendent intervenir en dehors de l'objet figurant dans leurs statuts, elles ne peuvent en aucun cas être assimilées à une structure de regroupement telle que prévue dans la circulaire DERF/SDF/C2000-3030 du 26 décembre 2000, et ne sont donc pas éligibles à une aide à l'investissement.

## 7 - Dispositions transitoires

- De façon exceptionnelle, en 2001, les enveloppes régionales seront notifiées en mars, compte tenu des arbitrages nécessaires à la mise en œuvre des procédures. Les

régions et départements bénéficieront intégralement des “droits à engager” correspondant aux crédits disponibles en fin de clôture des comptes 2000, les enveloppes correspondantes seront notifiées dès leur inscription dans la DM1 du C.N.A.S.E.A.

- Les tableaux de l'annexe V doivent être renseignés impérativement par les D.D.A.F. pour les dossiers éligibles au cofinancement du F.E.O.G.A.-G. et engagés en 2000. Les D.R.A.F. doivent être en possession des tableaux renseignés avant le 15 mars 2001.
- Le C.N.A.S.E.A. assurera cette mission pour les années ultérieures en utilisant les indications qui seront portées au rapport d'instruction.
- Les dossiers éligibles au cofinancement du F.E.O.G.A.-G. et engagés en 2000 devront faire l'objet d'un rapport d'instruction a posteriori, accompagnant la transmission des pièces au C.N.A.S.E.A. (Cf. annexe I), au fur et à mesure des besoins de versement (acomptes ou solde). Pour ces dossiers ayant fait l'objet d'un engagement juridique en 2000, un rapport d'instruction simplifié figure en annexe II fiche B 2 (il est possible de l'accompagner de la copie de l'éventuel rapport d'instruction que vous aurez préparé en accord avec le trésorier payeur général de votre département).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'informer des difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de cette nouvelle procédure.

Le Contrôleur financier,  
Pierre DABLANC

Le Directeur de l'Espace Rural et de la  
Forêt,  
Pierre-Eric ROSENBERG

## Sommaire des annexes

### **Annexe I :**

DISPOSITIONS FINANCIERES EN MATIERE DE GESTION DES CREDITS FORESTIERS

A - Dispositif général

page : 9

B - Dispositif transitoire

page : 10

### **Annexe II :**

#### **Fiche A :**

LISTE DES PIECES CONSTITUTIVES D'UNE DEMANDE D'AIDE FINANCIERE POUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT FORESTIER DANS LE CADRE DES MESURES h.1, i.1, i.2.1, i.2.2, i.2.3, i.2.4, i.2.5, i.2.9, i.6.1, i.6.4, i.6.5, i.6.6, et t (restauration des terrains en montagne).

pages : 11 à 12

#### **Fiche B :** (POUR LES DEMANDES N'AYANT PAS RECU D'ENGAGEMENT JURIDIQUE )

DEMANDE D'AIDE FINANCIERE A L'INVESTISSEMENT FORESTIER DANS LE CADRE DES MESURES h.1, i.1, i.2.1, i.2.2, i.2.3, i.2.4, i.2.5, i.2.9, i.6.1, i.6.5, i.6.6, et t (restauration des terrains en montagne).

pages : 13 à 17

**Fiche B 1 :** DEMANDE D'AIDE FINANCIERE DANS LE CADRE DES MESURES i.6.4 et i.6.6 (pour les seules forêts domaniales) du PDRN (ce document devra figurer pour tous les dossiers engagés à partir de l'année 2000)

page : 18

#### **Fiche B 2 :** (POUR LES DEMANDES AYANT RECU UN ENGAGEMENT JURIDIQUE EN 2000)

DEMANDE D'AIDE FINANCIERE A L'INVESTISSEMENT FORESTIER DANS LE CADRE DES MESURES h.1, i.1, i.2.1, i.2.2, i.2.3, i.2.4, i.2.5, i.2.9, i.6.1, i.6.5 et i.6.6, et t (restauration des terrains en montagne).

page : 19

#### **Fiche C**

Etat récapitulatif des visites de chantier effectuées, avant et après versement de l'aide, pour vérifier la réalité du service fait dans le cadre du contrôle administratif.

page : 20

#### **Fiche D**

Fiche D 1 : proposition d'engagement comptable par le CNASEA .

page : 22

Fiche D 2 : calcul du montant de l'aide

page : 23

Fiche D 3 : autorisation de paiement.

page : 24

**Fiche E :** LISTE DES PIECES A FOURNIR AU C.N.A.S.E.A

pages : 25 à 26

### **Annexe III :**

CONTRÔLES ADMINISTRATIFS DES AIDES VERSEES AU TITRE DU P.D.R.N.

pages : 27 à 29

### **Annexe IV:**

CONTROLES SUR PLACE DES AIDES VERSEES AU TITRE DU P.D.R.N.

page : 30

### **Annexe V:**

MISE EN ŒUVRE DES INDICATEURS DE SUIVI PHYSIQUE ET FINANCIER

pages : 31 à 44

### **Annexe VI :**

A - Exemples de décision

pages : 45 à 59

B - Exemple de demande (avec les engagements du demandeur)

pages : 60 à 74



## Annexe I

### DISPOSITIONS FINANCIERES EN MATIERE DE GESTION DES CREDITS FORESTIERS

#### A – Dispositif général

Les conditions de mise en œuvre des crédits du plan de développement rural national (P.D.R.N.) sont précisées dans la circulaire générale D.A.F./S.D.A.B./C2000-1523 du 18 décembre 2000. L'objet de la présente annexe est de préciser les adaptations liées aux crédits forestiers.

En ce qui concerne les régions d'objectif I (DOM, Corse et Hainaut), les crédits forestiers restent dans le circuit des trésoriers-payeurs généraux sauf pour le boisement des terres agricoles qui sera payé par le C.N.A.S.E.A. car, en tant que mesure d'accompagnement de la P.A.C., son paiement est soumis à l'obligation d'un payeur unique.

Les lignes budgétaires suivantes sont concernées, pour partie pour certaines d'entre elles, par le transfert des flux financiers au C.N.A.S.E.A.

#### chapitre 44-92, article 20 et article 30

- (\*) Constitution d'un O.G.E.C. et opérations de regroupement de gestion - mesure i.5.
- Appui organisationnel lié aux tempêtes de décembre 1999 (recrutement de 230 agents sur contrat à durée déterminée, répartis entre les O.G.E.C., les C.R.P.F. et les inter professions) - mesure i.6.4.

*(NB : La promotion du bois – mesure i 4 est traitée dans une circulaire spécifique).*

Le financement de ces actions est prévu, soit dans le cadre de la programmation classique de ces lignes budgétaires, soit dans le cadre des dispositifs liés aux tempêtes de décembre 1999 (notamment par les avenants aux C.P.E.R.).

Les autres financements de ces lignes budgétaires ( forestiers sapeurs, budget ordinaire des C.R.P.F) ne sont pas concernés par ce transfert.

*(NB : l'aide exceptionnelle au transport des bois chablis n'est pas non plus concernée par ce transfert).*

(\*) Cette action fera l'objet de dispositions spécifiques qui seront précisées ultérieurement.

#### chapitre 61-45, article 10

- Restauration des terrains en montagne (R.T.M. : subvention aux travaux) - mesure t.
- protection de la forêt contre les incendies (P.F.C.I.) hors des opérations financées par le règlement 2158 - mesure i.2.9.
- Travaux de restauration de la fertilité minérale des sols – mesure i.2.4.
- Lutte phytosanitaire après catastrophe naturelle – mesure i.6.5.

Le financement des ces actions est prévu, soit dans le cadre de la programmation classique de ces lignes budgétaires, soit dans le cadre des dispositifs liés aux tempêtes de décembre 1999 (notamment par les actions de lutte phytosanitaire).

Sur cette ligne budgétaire, les actions suivantes sont exclues de transfert au C.N.A.S.E.A. :

- les actions de DFCL éligibles au titre du règlement 2158,
- les actions classiques de prévention et de lutte phytosanitaire,
- les actions de fixation des dunes non domaniales.

Pour mémoire, les actions de fixation des dunes domaniales, non éligibles, ont été transférées sur le chapitre 51-92, article 90.

#### chapitre 61-45, article 30

L'intégralité de la ligne budgétaire est transférée au C.N.A.S.E.A., y compris dans les régions d'objectif 1. En tant que mesure d'accompagnement de la P.A.C., cette aide était déjà régie par le F.E.O.G.A. Garantie.

**chapitre 61-45, article 40**

L'intégralité de la ligne est transférée au C.N.A.S.E.A.

**chapitre 61-45, article 70**

*Nota 1 : les actions conduites sur le chapitre 61.45, articles 20, 50, 60 et 80 ne sont pas éligibles au P.D.R.N. et restent dans le circuit T.P.G..*

*Nota 2 : sont transférés au C.N.A.S.E.A. les crédits de cette ligne (article 70) destinés à la mécanisation de l'exploitation forestière. Ceux relatifs à l'aide au démarrage, au développement des entreprises de travaux forestiers, et à l'acquisition de matériel de broyage et de déchiquetage ne sont pas concernés par ce transfert.*

**B – dispositif transitoire**- **cas des opérations dont la décision attributive de subvention est antérieure au 1er janvier 2000**

Les paiements effectués après le 1er janvier 2000 pour des opérations engagées avant cette date sont éligibles et peuvent être comptabilisés, à la condition expresse qu'ils n'aient pas été programmés dans le cadre des DOCUP Objectif 5 B.

Ces opérations ont été ouvertes soit sur les articles 30, 40 et 50 de l'ancien chapitre 61-44, soit sur le chapitre 03 de l'ancien compte spécial du Trésor "Fonds forestier national" (Compte 902-01). Elles ont été basculées en 2000 sur le chapitre 61-45, article 10 et 90. La nomenclature d'exécution 2000 a été construite de manière à bien identifier les paiements éligibles des paiements non éligibles au F.E.O.G.A. Garantie.

Pour l'année 2001, les T.P.G. continueront à effectuer les paiements sur ces lignes budgétaires. Ces paiements seront comptabilisés dans l'enveloppe éligible du P.D.R.N.

En tout état de cause, ce dispositif transitoire ne devra pas perdurer au-delà du 31 décembre 2001. En conséquence, il vous est demandé pour la gestion 2001 :

- de solder au maximum les opérations éligibles,
- de prévoir le basculement au C.N.A.S.E.A. des opérations éligibles au P.D.R.N. en fin d'année 2001,
- de clôturer toutes les opérations qui pourraient subsister dans les écritures et qui ne seraient pas forcément "vivantes"(mises en œuvre effectivement).

Par ailleurs, les paiements des actions forestières programmées dans les DOCUP Objectif 5 B doivent être effectués avant le 31 décembre 2001 pour être pris en compte dans les réalisations à présenter à la Commission.

- **cas des opérations dont la décision attributive de subvention a été prise en 2000**

La circulaire DAF/SDAB/C2000-1548 du 26 décembre 2000 prévoit avec précision le dispositif de basculement au C.N.A.S.E.A. des opérations en cours affectées en 2000.

*NB : la circulaire DAF/SDAB/C2000-1523 du 18 décembre 2000 prévoit au point 3 sur la clôture des opérations, que l'intégralité des A.P. disponibles auprès des préfets de région et de département sera transférée automatiquement en administration centrale. La D.E.R.F. ne procédera pas à une modification de la répartition régionale et départementale de ces sommes. En conséquence, vous n'aurez aucune difficulté à mettre en place des projets d'investissement déjà complets mais dont l'affectation comptable n'a pas pu être réalisée en 2000.*

## Annexe II

### FICHE A

(Contrôle administratif)

**LISTE DES PIECES CONSTITUTIVES D'UNE DEMANDE D'AIDE FINANCIERE POUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT FORESTIER DANS LE CADRE DES MESURES h.1, i.1, i.2.1, i.2.2, i.2.3, i.2.4, i.2.5, i.2.9, i.6.1, i.6.4, i.6.5, i.6.6, et t (restauration des terrains en montagne).**

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de.....

Numéro de dossier.....

Nom du demandeur.....

#### **Textes de référence**

- décret du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements
- arrêté du 30 mai 2000 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subvention de l'Etat pour des projets d'investissement.

#### **Pièces obligatoires**

- ☐ la demande signée dont le modèle élaboré en région répond aux modalités de l'exemple présenté en annexe de la présente circulaire (correspondant à la mesure du P.D.R.N.)
- ☐ extrait original et récent de la matrice cadastrale si elle est au nom du demandeur, ou dans le cas contraire attestation notariée de propriété. (pour les forêts soumises, la liste des parcelles de l'aménagement)
- ☐ plan de situation au 1/25000 et plan de masse de type parcellaire (ce dernier plan n'est pas demandé dans le cas d'une aide pour P.S.G.) à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet et les références cadastrales des parcelles concernées (1) *avec l'indication des quantités et unités (mention de la surface calculée pour les parties de parcelle cadastrale avec éventuellement les indications de cotes...)*
- ☐ devis descriptif et estimatif prévisionnel détaillé du coût des travaux par nature de dépense conforme au 122 de l'arrêté du 30 mai 2000 ou barème forfaitaire conforme au modèle régional. (décret n° 2000-676 du 17/07/2000)
- ☐ un relevé d'identité bancaire ou postal en original
- ☐ engagements du demandeur (juridiques et techniques conforme au modèle régional)
- ☐ en cas d'un représentant légal du propriétaire, le mandat du propriétaire ou la décision administrative mandatant le représentant
- ☐ pour les opérations à caractère protecteur, écologique et social et principalement pour le R.T.M. et la P.F.C.I., il convient de compléter le devis descriptif par le programme détaillé des travaux, la prévision d'utilisation des matériels, l'estimation du coût de fonctionnement de l'investissement physique, le plan de financement avec les délibérations correspondantes enregistrées en préfecture, l'état des coûts prévisionnels détaillés par nature de dépense et par mode de réalisation figurant au 122 de l'arrêté ci-dessus.

#### **et pour les sociétés**

- ☐ extrait du K bis de moins de 6 mois et numéro de SIRET
- ☐ pouvoir du signataire l'autorisant à présenter et signer la demande
- ☐ selon le cas les documents figurant au 112 de l'arrêté du 30 mai 2000 ci-dessus
- ☐ si le montant de l'aide dépasse 45734 Euros les pièces figurant au 113 de l'arrêté ci-dessus.

#### **pour les collectivités**

- ☐ délibération enregistrée en préfecture conforme à l'exemple joint en annexe et correspondant à la mesure(2)
- ☐ pouvoir du signataire vis à vis de la collectivité (3)
- ☐ pour les forêts des collectivités, lorsqu'elles sont reconnues susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière, indication de la soumission au régime forestier ; sinon, attestation par l'O.N.F. que ces forêts ne sont pas susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière, conduisant à les assimiler au régime des forêts privées.

(1) dans le cas des opérations de convention de massif présentées par une collectivité la partie en italique n'est pas demandée.

(2) recouvert du contrôle de légalité de la préfecture.

(3) le pouvoir doit se présenter sous la forme d'une délibération de la structure ou d'un extrait en copie conforme.

**pour les groupements forestiers et groupements fonciers ruraux**

- ☐ extrait du K bis de moins de 6 mois pour les groupements dont la création est postérieure à 1978, et le numéro de SIRET le cas échéant
- ☐ le gérant du groupement présente une simple déclaration écrite précisant que les statuts du groupement sont disponibles en cas de demande de l'administration. Une copie de la première page des statuts comportant la date de constitution du groupement et de la dernière page comportant les signatures sont jointes à la déclaration
- ☐ ou bien extrait de la délibération du groupement décidant la réalisation du projet et donnant pouvoir au gérant de déposer la demande d'aide et de signer tous les documents s'y rapportant, ou bien extrait des statuts précisant que le gérant détient les pouvoirs de façon permanente.

**pour les dossiers collectifs présentés par les organismes de regroupement reconnus (OGEC, ...)**

- ☐ mandat du demandeur conforme au modèle de la circulaire DERF/SDF/C2000-N°3030 du 26/12/00
- ☐ engagement de l'organisme conforme au modèle de la circulaire DERF/SDF/C2000-N°3030 du 26/12/00
- ☐ pour les aides financières d'un montant supérieur à 45734 Euros les pièces figurant au 113 de l'arrêté ci-dessus
- ☐ liste des demandeurs avec le montant individuel correspondant des aides sollicitées établie par la structure de regroupement.

**NB :** chacun des demandeurs devra avoir présenté à titre individuel les pièces obligatoires rassemblées par la structure de regroupement en un seul dossier collectif.

**pour les dossiers collectifs présentés par une association syndicale (A.S.)**

- ☐ délibération enregistrée en préfecture
- ☐ pouvoir habilitant le signataire à engager l'A.S.
- ☐ statuts
- ☐ liste des membres du conseil d'administration
- ☐ copie du récépissé de déclaration de l'A.S en préfecture
- ☐ pour les aides d'un montant supérieur à 45734 Euros les pièces figurant au 113 de l'arrêté ci-dessus

**Pièces annexes éventuelles**

- ☐ une fiche d'information régionale sur la demande d'aide
- ☐ une fiche diagnostic conforme aux modalités de la circulaire du 31/08/2000 DERF/SDF/C2000-3022 dans le cas de travaux de nettoyage et de reconstitution des parcelles sinistrées par les tempêtes
- ☐ engagement écrit du propriétaire de faire agréer un P.S.G. dans un délai maximal de 3 ans (dans la cas seulement d'une aide exceptionnelle aux travaux de nettoyage et de reconstitution des parcelles sinistrées par les tempêtes et en particulier dans le cas des propriétés concernées depuis plus de 3 ans par l'obligation de faire agréer un plan simple de gestion mais ne l'ayant pas déposé).

PS : il est conseillé d'utiliser la fiche A pour chaque dossier de demande afin de pouvoir établir le constat de dossier complet en fiche B, (ou B 1, B 2) ci-après. Cette fiche A renseignée est à conserver au dossier de la D.D.A.F.

Cas particuliers qui dérogent aux dispositions ci-dessus :

1) Pour la mesure i.6.6, et dans le cas particulier des forêts domaniales, la demande d'aide financière est constituée par une convention prise entre le Ministère de l'agriculture (D.E.R.F.) et l'O.N.F.

La convention est préparée par la Direction de l'espace rural et de la forêt qui fixera les modalités financières et techniques particulières ainsi que les documents à fournir.

2) Pour la mesure i.6.4, la demande d'aide financière est constituée d'un seul document : une convention (accompagnée d'une annexe technique explicitant les objectifs et les missions qui seront assignées aux agents embauchés ou à l'agent) prise entre le préfet de région et l'un ou l'autre des trois employeurs que sont :

- les centres régionaux de la propriété forestière
- les coopératives forestières et organismes de gestion en commun
- les associations interprofessionnelles et structures professionnelle.

Cette convention préparée par la D.R.A.F. répond aux modalités financières et techniques de la circulaire DERF/SDF/C2000-3007 du 6 mars 2000.

**Cette fiche est à renseigner et à conserver dans le dossier.**

## MODELE DE RAPPORT D'INSTRUCTION

### FICHE B

(POUR LES DEMANDES N'AYANT PAS RECU D'ENGAGEMENT JURIDIQUE)

**DEMANDE D'AIDE FINANCIERE A L'INVESTISSEMENT FORESTIER DANS LE CADRE DES MESURES h.1, i.1, i.2.1, i.2.2, i.2.3, i.2.4, i.2.5, i.2.9, i.6.1, i.6.5, i.6.6, et t (restauration des terrains en montagne).**

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de.....

Numéro de dossier.....nom du demandeur.....

mesure du P.D.R.N.....

NB : cette fiche peut être modifiée en fonction des modalités régionales ou pour améliorer sa lisibilité.

### Contrôle administratif

#### Contrôles communs à l'ensemble des mesures ci-dessus

Pour chacune des rubriques suivantes, cocher une croix dans la case correspondant à la situation du dossier :

→ dans le cas d'une demande d'aide pour la gestion ne pas répondre au A.8, A.9, A10, B.4, B.5, B.8, B.10 à B.16.

→ en cas d'aide dans le cadre de la mesure i.6.5, ne pas répondre aux questions A.8 à A.10, B.1 à B.5, B.8, B.9, B.11 à B.13.

### A) Contrôles des pièces du dossier et du contenu des pièces

◆ 1) Date de réception du dossier de demande à la D.D.A.F./D.R.A.F. : ...../...../.....

◆ 2) Le dossier reçu est-il complet ? ☐ OUI ☐ NON si NON le dossier est à compléter (utiliser la liste des pièces pour bien vérifier votre constat).

Avant de procéder à l'accusé de réception du dossier complet, vérifier comme suit les documents présentés et indiquer au 11) les dates de demande de complément de dossier.

◆ 3) Demandeur ?

- ☐ usufruitier ☐ nu-propriétaire ☐ emphytéote ☐ pleine propriété
- ☐ personne morale de droit public (D.P.) opérant sur ses propres terrains
- ☐ personne morale de droit public (D.P.) opérant sur terrain d'autrui avec le consentement du ou des propriétaires
- ☐ association syndicale (A.S.) ☐ groupement forestier (G.F.) ou groupement forestier rural (G.F.R.)
- ☐ organisme de regroupement agréé opérant dans le cadre de la circulaire DERF/SDF/C2000-N°3030 du 26 décembre 2000
- ☐ O.N.F. pour le compte de l'Etat (forêts domaniales)
- ☐ O.N.F. ensemblier pour le compte des forêts des collectivités après accord de celles-ci.

◆ 4) Preuves de propriété satisfaisantes ? ☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

si OUI poursuivre l'instruction ; si non dossier à compléter, sauf cas de l'O.N.F. ou d'une personne morale de droit public(D.P.) opérant sur terrain d'autrui avec le consentement du ou des propriétaires

Pour les opérations de D.F.C.I., R.T.M., dunes qui sont relatives à la prévention des risques naturels et à assurer la sécurité publique, la collectivité locale demanderesse d'aide s'engage à obtenir la libre disposition des terrains où se trouve situé le projet ? ☐ sans objet ☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

◆ 5) Consentements à l'exécution nécessaires ? ☐ sans objet (cas lutte phytosanitaire) ☐ OUI ☐ NON

si OUI l'accord est signé par : ☐ le(s) propriétaire(s) ☐ l'usufruitier ☐ indivision ☐ le nu-propriétaire

☐ extrait de délibération (A.S., D.P., G.F.,G.F.R.)?

Si aucun consentement, le dossier est à compléter.

dossier complété le.../.../.....

◆ 6) Pouvoir nécessaire ? ☐ sans objet ☐ OUI ☐ NON

représentant dûment habilité (statuts, délibération) ? ☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

engagements signés (\*) ? ☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

les engagements techniques et juridiques doivent être impérativement signés pour que le dossier soit recevable.

♦ 7) Plans fournis (1)

les indications des surfaces des parcelles, des parties des parcelles, échelles, éventuels calculs de surface quantités, cotes, ainsi que les indications portant sur les ouvrages à réaliser sont-elles suffisantes et fondées pour justifier la demande (\*) ? ☐ sans objet ☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

♦ 8) Dans le cas d'une aide au nettoyage et reconstitution après chablis

vous avez le diagnostic préalable à la reconstitution (\*) ? ☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....  
(vérifier qu'il répond aux modalités de la circulaire DERF/SDF/C2000-3022 du 31 août 2000 et aux modalités régionales) ☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

♦ 9) En cas de dossier collectif (OGEC et coopérative dans le cadre de la circulaire du 26 décembre 2000 DERF/SDF/2000-3030) l'engagement et le mandat sont ils pris et conformes (tant celui du demandeur que de la structure de regroupement)(\*) ? ☐ sans objet ☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

En cas de dossier présenté par une A.S, l'engagement et le mandat sont-ils pris et conformes ?

☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

Le dossier de chacun des demandeurs du dossier collectif est complet ? (le dossier étant collectif, il est complet lorsque toutes les demandes individuelles sont complètes) ☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

La liste des demandeurs avec le montant individuel ? ☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

♦ 10) Dans le cas d'une aide exceptionnelle suite aux tempêtes

- si la propriété est concernée depuis plus de 3 ans par l'obligation de faire agréer un PSG, avez vous l'engagement écrit du propriétaire de faire agréer un PSG dans un délai maximal de 3 ans ?

☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

- lorsqu'il est jugé opportun de dissocier l'opération de nettoyage de l'opération de reconstitution proprement dite, avez vous les engagements prévus au chapitre 7.2 de la circulaire du 31/08/2000 DERF/SDF/2000-3022 ?

☐ OUI ☐ NON dossier complété le.../.../.....

♦ 11) Date(s) des demandes de complément de dossier suspendant le délai de deux mois

...../...../.....      ...../...../.....      ...../...../.....      ...../...../.....

dossier complété le.../.../.....

**Date d'accusé de réception du dossier complet par la D.D.A.F. /D.R.A.F. (4):**

.../.../.....

**NB :** l'accusé de réception doit rappeler les dispositions du décret n°99-1060 du 16/12/1999 relatif aux subventions de l'Etat et notamment son article 7.

**Date théorique d'expiration du délai de 6 mois à l'issue duquel le dossier est rejeté tacitement :** .../.../.....

## B) Instruction de la demande (délai maximum de 6 mois)

♦ 1) La demande est en parfaite concordance avec les modalités régionales tant pour le montant demandé que pour les options, les plafonds, etc. (2) ? ☐ OUI ☐ NON dossier modifié et conforme le .../.../.....

♦ 2) Le projet répond aux modalités d'éligibilité fixées par arrêté régional ? (2) ☐ OUI ☐ NON

en cas de NON dossier modifié et conforme le .../.../.....

♦ 3) Dossier concerté ou dossier collectif (OGEC et coopérative dans le cadre de la circulaire du 26 décembre 2000 DERF/SDF/2000-3030) ? ☐ OUI ☐ NON

Si OUI, en tenir compte dans la vérification de l'éligibilité ci-dessous.

(application de la circulaire DERF/SDF/C2000-N°3030 du 26/12/2000)

Les seuils de superficie définis pour chaque type d'opération ont-ils été respectés, ainsi que, le cas échéant, les limites géographiques au regroupement de dossier (cas des dossiers collectifs) ?

☐ OUI ☐ NON dossier modifié et conforme le .../.../.....

♦ 4) Pour les A.S. ? ☐ sans objet ☐ OUI ☐ NON dossier modifié et conforme le .../.../.....

♦ 5) Obligation particulière (document d'aménagement requis : aménagement, P.S.G., ...) ?

☐ OUI ☐ NON ☐ cas d'une aide au nettoyage et/ou à la reconstitution suite aux tempêtes

☐ dérogation accordée par la D.D.A.F. dans le cadre des circulaires en vigueur  
 si OUI le projet est-il conforme à ce document ? ☐ OUI ☐ NON (ne pas répondre dans le cas d'une aide suite aux tempêtes)

si NON, refus ou attente de mise en conformité (sauf dans le cas d'une aide suite aux tempêtes)  
 mise en conformité le...../...../.....

Dans le cas d'une aide exceptionnelle au nettoyage et/ou à la reconstitution suite aux tempêtes

☐ la forêt est momentanément dépourvue de document de gestion mais il est en cours de renouvellement ? ☐ OUI ☐ NON

si NON la demande est à rejeter.

◆ 6) En cas de devis agréé par l'administration (paiement au coût réel)

l'approbation des modifications formulées par l'administration a-t-elle été obtenue de la part du demandeur ?

☐ sans objet ☐ OUI ☐ NON date de l'accord du demandeur...../...../.....

si NON dossier à compléter par l'accord avant clôture de l'instruction.

◆ 7) Le projet présenté respecte les contraintes réglementaires (réglementation des boisements, natura 2000, PLU, ZNIEFF, réserve biologique dirigée ou forestière, contrat de ville, chartre de territoire forestier etc...) et l'avis des services compétents a été recueilli (RTM, SDIS, CDSA) (2) ?

☐ OUI ☐ NON dossier modifié et conforme le .../.../.....

le projet se situe en zone natura 2000 ? ☐ oui entièrement ☐ oui partiellement pour.....% ☐ NON

◆ 8) Obligations au titre de l'article 29 du R.D.R.

compatibilité du projet avec les Orientations régionales forestières approuvées (2) ?

☐ OUI ☐ NON dossier modifié et conforme le .../.../.....

Dans les zones classées en zones de haut risque ou de moyen risque au regard de l'incendie, conformité au plan régional ou départemental de protection des forêts en vigueur, notifié à la Commission (2) ?

☐ sans objet ☐ OUI ☐ NON dossier modifié et conforme le .../.../.....

◆ 9) Les critères techniques d'éligibilité sont ils respectés (2) ? (surfaces, essences, et leurs origines génétiques, seuils de production, conformité des équipements à des normes locales et/ou à des schémas de desserte, etc...)

☐ OUI ☐ NON dossier modifié et conforme le .../.../...

◆ 10) En cas de lutte phytosanitaire préventive ou curative après catastrophe naturelle ou feu, avis du D.S.F. ? (2)

☐ OUI ☐ NON dossier complété et conforme le .../.../.....

◆ 11) Le maître d'œuvre signataire du dossier est-il bien agréé ? ☐ sans objet ☐ OUI ☐ NON

si NON, ne pas prendre en compte, dans la fiche de liquidation de l'aide, les frais correspondants s'il s'agit d'un dossier d'investissement matériel, et rejeter le dossier s'il s'agit de la mesure i.2.5.

◆ 12) Etude préalable(paysagère, sur les aspects environnementaux , etc. dans la limite de 5% du devis) ?

☐ OUI ☐ NON

si OUI est elle satisfaisante (2) ? ☐ OUI ☐ NON dossier modifié et conforme le .../.../.....

◆ 13) Cohérence du projet avec l'équilibre sylvo-cynégétique sur le massif ?

☐ OUI ☐ NON ☐ SANS OBJET Dossier modifié et conforme le .../.../.....

(si NON, rejeter le dossier, **ou** faire modifier le projet, **ou** formaliser un engagement conjoint de la D.D.A.F. et des titulaires du droit de chasse pour proposer au préfet une augmentation significative des plans de chasse permettant d'atteindre rapidement un équilibre sylvo-cynégétique compatible avec le projet).

◆ 14) Sols : identification du caractère fragile des sols, d'un risque d'érosion, ou d'une autre caractéristique particulière ☐ SANS OBJET ☐ OUI ☐ NON dossier modifié et conforme le .../.../.....

en cas d'aide à la restauration de la fertilité minérale des sols, avis du D.S.F.

☐ SANS OBJET ☐ OUI ☐ NON dossier complété et modifié le...../...../.....

en cas de travaux de restauration des terrains en montagne, avis conforme du service R.T.M. (application de la circulaire correspondante ? ☐ SANS OBJET ☐ OUI ☐ NON

si NON, à revoir. dossier complété et modifié le...../...../.....

en cas de travaux de P.F.C.I., avis conforme de la C.D.S.A. et du S.D.I.S. ?

☐ SANS OBJET ☐ OUI ☐ NON dossier complété et modifié le..../..../.....

en cas de travaux dunaires, avis du service d'appui biodunaire du littoral de l'O.N.F., avis du service chargé de la police des eaux (SAGE, PPR, zone nitrates, périmètre de captage)

☐ SANS OBJET ☐ OUI ☐ NON dossier complété et modifié le..../..../.....

♦ 15) Eaux (éventuellement avis de la police des eaux)

respect des distances (plantation, traitement chimique,...) par rapport aux cours d'eau ou plans d'eau et autres obligations (2) ?

☐ SANS OBJET ☐ OUI ☐ NON dossier complété et modifié le..../..../.....

♦ 16) Diagnostic du projet par la D.D.A.F./D.R.A.F favorable sur l'opportunité technique, écologique et social ?

(de préférence après visite sur le site du projet)

☐ OUI ☐ NON

en cas de désaccord entre le service instructeur et le demandeur pour le choix technique, écologique et social, le projet a-t-il été modifié en conséquence par le demandeur (2) ?

☐ OUI ☐ NON dossier modifié et conforme le .../.../.....

♦ 17) Et autres questions éventuelles dans le cadre des modalités régionales

(NB : la D.R.A.F. doit compléter ce point si elle juge nécessaire de faire vérifier quelques points spécifiques)

♦ 18) Lors du calcul de l'aide, avez vous appliqué les modalités financières tant des circulaires spécifiques à l'aide que de(s) l'arrêté(s) régional (aux) notamment les plafonds prévus pour les barèmes ou pour les devis au réel ou le cas du réinvestissement obligatoire (sauf dans le cas des travaux suite aux tempêtes) ?

☐ OUI ☐ NON si NON revoir les calculs de l'aide dossier modifié et conforme le .../.../...

♦ 19) Dans le cas de la mesure i.6.5, les dispositions de la circulaire DERF/SDF/C2000-3010 sont respectées ?.

☐ OUI ☐ NON si NON dossier modifié le ..../..../.....

☐ PROPOSITION D'AVIS DE L'AGENT INSTRUCTEUR ☐ favorable ☐ défavorable

si avis défavorable, indiquer le ou les motifs de refus .....

en cas d'avis favorable répondre aux questions 20) et 21) ci-après :

♦ 20) Degré de priorité au regard des orientations régionales forestières et des caractéristiques du projet .(3).

☐ première priorité ☐ seconde priorité ☐ non prioritaire

♦ 21) Projet de décision d'octroi

☐ arrêté préfectoral ☐ convention

Fait à .....le ..../..../.....

Nom et signature de l'agent ayant instruit la demande.

**Avis favorable du D.D.A.F./D.R.A.F. ou son représentant :**

☐ OUI ☐ NON

si NON, faire connaître au demandeur le ou les motifs du refus.

fait à.....le..../.../.....

**(Ce document doit être, une fois instruit, adressé au C.N.A.S.E.A. avec la notification de la décision.)**

(1) dans le cas des opérations de convention de massif présentées par une collectivité : plan de situation au 1/25000 et plan de masse.

(\*) si NON, demander de compléter le dossier sur ces points.

(2) en cas de NON dossier à rejeter ou modifier et en cas de modification indiquer la date de modification pour continuer l'instruction.

(3) cette indication peut permettre, si la DDAF le souhaite de classer les dossiers au regard des disponibilités financières.

(4) ou date à laquelle le dossier a été tacitement réputé complet .



**informations obligatoires à compléter par la suite :**

Date d'envoi à l'engagement comptable .... /..... /.....

Date de l'engagement comptable ..... /..... /.....

Numéro du dossier au C.N.A.S.E.A.....

♦ **Date de l'engagement juridique**... /... /..... (date de la signature de la décision par le préfet)♦ **Date des notifications de la décision au demandeur et au C.N.A.S.E.A**... /... /.....

(Un exemplaire de la décision originale est obligatoirement conservée à la DDAF ; en cas de décision par arrêté préfectoral, seules des copies certifiées conformes sont notifiées.)

**Ces informations ci-dessus restent au dossier.**

-----

NB : en cas de modification de la demande initiale ayant pour conséquence une modification de l'engagement juridique voir du montant de l'aide et donc de l'engagement comptable : instruire la demande de modification comme une nouvelle demande (intégrée dans la demande initiale). Un nouveau rapport d'instruction est présenté au regard des modifications et la procédure normale est appliquée (nouvelle fiche d'engagement comptable si le montant est différent et notamment si le nouveau calcul de l'aide démontre la nécessité d'un complément financier, nouvelle fiche de calcul) pour aboutir à une décision modificative.

## MODELE DE RAPPORT D'INSTRUCTION

### FICHE B 1

**DEMANDE D'AIDE FINANCIERE DANS LE CADRE DES MESURES i.6.4 et i.6.6 (pour les seules forêts domaniales) du P.D.R.N. (ce document accompagnera les dossiers engagés à partir de l'année 2000)**

**Cas particulier des conventions DRAF/structures forestières ou MAP/ONF**

Autorité administrative compétente :

Ministère de l'agriculture.....

Préfecture de région.....

(D.R.A.F. de la région.....)

Numéro ou date de la convention .....

Mesure du P.D.R.N.....

☐ i.6.4

☐ i.6.6 (forêt domaniale)

#### Contrôle Administratif

je soussigné le Directeur..... atteste avoir vérifié que la convention  
signée entre ..... et le représentant légal de la structure suivante :

☐ Office national des forêts

adresse .....

représenté par :

☐ centre régional de la propriété forestière de .....

adresse .....

représenté par :

☐ coopératives forestières de.....

adresse .....

représenté par :

☐ organisme de gestion en commun de.....

adresse .....

représenté par :

☐ associations interprofessionnelles de.....

adresse .....

représenté par :

☐ structures professionnelles de.....

adresse .....

représenté par :

répond parfaitement aux modalités financières et techniques de la circulaire :

▲ DERF/SDF/C2000-3007 du 6 mars 2000 pour la mesure i.6.4 du P.D.R.N.

Pour cette action, dans la convention sont précisées notamment : ☐ l'objet du contrat, ☐ la durée, ☐ le contenu de la convention, ☐ (1) les modalités de règlement, ☐ les contrôles, ☐ les révisions ou résiliation de l'opération, ☐ le rapport dressant le bilan des actions réalisées analysant l'impact et pour les conventions signées en 2001, ☐ la mise en place d'une comptabilité analytique correspondant aux emplois et aux dépenses liées.

(1) les modalités de règlement doivent prévoir dans le cadre de la participation européenne :

- un premier versement à hauteur de 40 % maximum du montant attribué dès la signature de la convention.

- un versement à concurrence de 40 % maximum du montant attribué sur présentation au moment de la demande de paiement, des contrats de travail, des copies des bulletins de salaire, ainsi qu'un mémoire récapitulatif des dépenses liées au fonctionnement et aux déplacements des agents embauchés.

- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, du complément des éventuelles copies de bulletin de salaire et du bilan de l'action.

▲ Autres (pour la mesure i.6.6).....

fait à .....le.....

## MODELE DE RAPPORT D'INSTRUCTION

### FICHE B 2

(POUR LES DEMANDES AYANT RECU UN ENGAGEMENT JURIDIQUE EN 2000)

**DEMANDE D'AIDE FINANCIERE A L'INVESTISSEMENT FORESTIER DANS LE CADRE DES MESURES h.1, i.1, i.2.1, i.2.2, i.2.3, i.2.4, i.2.5, i.2.9, i.6.1, i.6.5 et i.6.6, et t (restauration des terrains en montagne).**

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de.....

Numéro de dossier .....nom du demandeur .....

mesure du PDRN .....

NB : cette fiche peut être modifiée en fonction des modalités régionales.

### Contrôle administratif

Contrôles communs à l'ensemble des mesures ci-dessus

Pour chacune des rubriques suivantes, mettre une croix dans la case qui correspond à la situation du dossier :

#### A) Réception du dossier et du contenu des pièces

- ☐ date de réception du dossier de demande à la D.D.A.F. .... / ..... / .....
- ☐ dates éventuelles de complément de dossier .... / ..... / .....
- ☐ date d'accusé de réception du dossier complet .... / ..... / ..... conforme aux :

#### Textes de référence ci-après :

- décret du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements
- arrêté du 30 mai 2000 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subvention de l'Etat pour des projets d'investissement.

#### B) Instruction technique de la demande

- ☐ date de la décision (engagement juridique) ..... / ..... / .....

Le dossier de demande ci-dessus ayant fait l'objet d'un engagement juridique sous la forme :

- ☐ d'un arrêté préfectoral
- ☐ d'une convention.

a fait l'objet de tous les contrôles administratifs préalables nécessaires en conformité avec les circulaires fixant les modalités d'attribution spécifiques à l'aide attribuée et éventuellement avec les modalités fixées par le préfet de région.

Fait à.....le...../...../.....

Fiche signée par l'agent responsable de l'instruction

Vu et transmis par le D.D.A.F. au C.N.A.S.E.A.

Fait à

le...../...../.....

**Ce document doit accompagner les documents qui figurent en annexe II fiche E à partir du 2) pour permettre la continuité des paiements.**

NB : en cas de demande engagée et soldée en 2000, la fiche B 2 et la copie de l'engagement juridique seront envoyées au C.N.A.S.E.A. indiquant le montant total de l'aide payée. Le C.N.A.S.E.A. sur ces dossiers soldés fera connaître les informations complémentaires nécessaires à la D.D.A.F.

## MODELE DE RAPPORT D'INSTRUCTION

### FICHE C

#### Etat récapitulatif des visites de chantier effectuées, avant et après versement de l'aide pour vérifier la réalité du service fait dans le cadre du contrôle administratif.

(NB : ces visites font partie du contrôle administratif et doivent être conformes aux modalités des circulaires spécifiques à l'aide)

P.D.R.N. mesure .....

Direction départementale de l'agriculture et la forêt de .....

Numéro du dossier D.D.A.F.....nom du demandeur.....

Numéro du dossier C.N.A.S.E.A.....

- ♦ 1) Avant le versement n° de l'aide avez vous effectué une visite(réception) sur place ? (montant du versement : F Euros) ☐ OUI ☐ NON  
suivant le cas :

avez vous l'attestation du maître d'œuvre agréé, du demandeur( travaux en régie), des factures de travaux acquittées (seulement en cas d'aide établie sur coût réel) (1) ? ☐ OUI ☐ NON

date d'envoi au C.N.A.S.E.A. de la demande de liquidation avec les pièces en copie .... / .... / .....

- ♦ 2) Avant le versement n° de l'aide avez vous effectué une visite (réception) sur place ? (montant du versement : F Euros) ☐ OUI ☐ NON

avez vous l'attestation du maître d'œuvre agréé, du demandeur( travaux en régie), des factures de travaux acquittées (seulement en cas d'aide établie sur coût réel) (1)? ☐ OUI ☐ NON

date d'envoi au C.N.A.S.E.A. de la demande de liquidation avec les pièces en copie .... / .... / .....

- ♦ 3) Avant le versement solde n° de l'aide avez vous effectué une visite (réception) sur place ? (montant du versement : F Euros) ☐ OUI ☐ NON

avez vous l'attestation du maître d'œuvre agréé, du demandeur( travaux en régie), des factures de travaux acquittées (seulement en cas d'aide établie sur coût réel) ? (1) ☐ OUI ☐ NON

date d'envoi au C.N.A.S.E.A. de la demande de liquidation avec les pièces en copie .... / .... / .....

Date du procès verbal de réception définitive de l'administration ou de l'expert ou de l'homme de l'art agréé : .... / .... / .....(document conservé par la D.D.A.F.).

(1) en cas de NON la demande de paiement doit être complétée conformément aux modalités des circulaires avant envoi au C.N.A.S.E.A.

**Les factures, attestations, procès verbaux, sont conservées dans le dossier de demande de la D.D.A.F. pendant au moins toute la durée des engagements du bénéficiaire.**

- ♦ 4) Contrôle du résultat : (application de la circulaire du 18 août 2000 DERF/SDFC2000-3021 - chapitre 3.2.5) ☐ OUI ☐ NON

si OUI date du contrôle.... / .... / .....

Suite aux conclusions du rapport de contrôle

reversement de l'aide :

☐ OUI ☐ NON

si oui indiquer le montant et la date de la demande de reversement .....

**Ce document est conservé par la D.D.A.F. Il constitue une mémoire administrative du dossier qui sera nécessaire en cas de contrôle. Elle est à remplir au fur et à mesure de la vie du dossier.**

## MODELE DE RAPPORT D'INSTRUCTION

### FICHE D

#### ENGAGEMENT COMPTABLE, CALCUL DE L'AIDE, PAIEMENTS :

##### **Fiche D 1 : proposition d'engagement comptable par le C.N.A.S.E.A.**

Cette fiche en cours d'achèvement entre le C.N.A.S.E.A. et la Direction des affaires financières, vous sera adressée ultérieurement.

##### **Fiche D 2 : calcul du montant de la subvention**

Cette fiche aura une version prochaine sous excel qui vous permettra de faire les calculs plus rapidement. Il conviendra de vous rapprocher du C.N.A.S.E.A. régional pour sa bonne compréhension.

Le montant calculé vous permettra de :

- procéder à l'engagement comptable
- préparer le projet d'engagement juridique.

##### **Fiche D 3 : autorisation de paiement**

Cette fiche remplace le certificat de paiement que vous avez l'habitude de manipuler, elle fait aussi office de procès verbal de réception de travaux par les indications qu'elle contient.

Numéro de l'enveloppe  
d'imputation :

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52

Service gestionnaire :		Région  Département :  <b>Ou</b>
Personne à contacter pour précision :		
Tél :	Fax :	

**Numéro de dossier :**

### 3) Identification du bénéficiaire

A) Demandeur personne physique	B) Demandeur personne morale et collectivités
Nom patronymique	RAISON SOCIALE:
PRENOM	N° SIRET (14 chiffres) <div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>
Date de naissance	Forme juridique :
Localisation du projet : Département : Commune :	Localisation du projet : Département : Commune :

Financier	Montant demandé	Disponible sur sous-enveloppe après engagement comptable (à remplir par le CNASEA)
ETAT OU COLLECTIVITES		
FEOGA		
Total		
Demande en date du _____  <div style="text-align: center;">Signature</div>		Numéro d'engagement comptable _____  <b>VISA CNASEA le,</b>

## FICHE D 2

## CALCUL DU MONTANT DE LA DECISION POUR L'ENGAGEMENT COMPTABLE ET JURIDIQUE

Bénéficiaire : ☐ public<sup>(1)</sup> ☐ privé<sup>(2)</sup>

(1) Mesures i 6 uniquement. (2) Pour les mesures i 1 et i 2 les demandes concernant les forêts communales sont assimilées à des demandes du privé.

Mesure P.D.R.N.	
N° dossier	

Dossier P.S.G. <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	ha
Dossier groupé <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	ha

Surface (ha) boisement / reboisement	
Conifère	
Feuillus	
Courte rotation	
TOTAL :	

Majoration(s)	Type (3)	Taux
1 <sup>ère</sup>		10%
2 <sup>ème</sup>		10%

Réinvestissement obligatoire (abattement forfaitaire)		
Abattement 50% <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Euros	Francs
Montant revenu (M) :		

(3) 1 : opérations collectives ; 2 : zone de montagne ; 3 : zone d'objectif 2 ou phasing out ; 4 : zones classées  
5 : convention Etat/collectivité/propriétaire pour renforcer la compétitivité de la filière de production.

## CALCUL DE L'AIDE (PARTS NATIONALE ET COMMUNAUTAIRE CUMULEES)

Finan- ceur (4)	Unité (5)	Quantité	Forfait/devis		Total forfait/devis		Taux		Montant	
			Euros	Francs	Euros	Francs	base	Ajusté (6)	Euros	Francs
TOTAL FORFAITAIRE (D)							MONTANT TOTAL:			

(4) Parts nationale et communautaire cumulées. E :Etat, C.R : Conseil régional ; C.D :Conseil départemental ; A : autres

(5) Les unités sont exprimées soit en km ou ha ou unité physique soit sous la notion de devis, dans ce dernier cas la quantité est 1

(6) Taux ajusté : il prend en compte la ou les majorations éventuelles et le réinvestissement obligatoire éventuel.

## TABLEAU DE FINANCEMENT ET PREVISIONS DE DEPENSES

Financier	Organisme payeur	FEOGA Oui /non	% par financier	Total par financier		Acomptes dates et pourcentages		
				Euros	Francs	1er acompte	2ème acompte	Solde
Autofinancement								
F.E.O.G.A.	C.N.A.S.E.A.							

La D.D.A.F. conclut que les conditions concernant l'éligibilité de la demande sont satisfaites pour un montant maximum de..... euros .....francs

Fait le .....

Cachet et signature du D.D.A.F.  
ou de son représentant

## FICHE D 3

Ministère de l'agriculture et de la pêche  
Centre national pour l'aménagement  
des structures des exploitations agricoles  
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

☐ 1<sup>er</sup> ACOMPTE  
☐ 2<sup>ème</sup> ACOMPTE  
☐ SOLDE

## AUTORISATION DE PAIEMENT

BENEFICIAIRE : .....

N° du dossier	N° d'engagement comptable		

## CALCUL DU VERSEMENT (PARTS NATIONALE ET COMMUNAUTAIRE CUMULEES) :

Financier (1)	Unité (2)	Quantité	Forfait/devis		Total forfait/devis		Taux		Montant	
			Euros	Francs	Euros	Francs	base	Ajusté (3)	Euros	Francs
TOTAL FORFAITAIRE (D)							MONTANT TOTAL :			

- (1) Parts nationale et communautaire cumulées E : Etat ; C.R : Conseil régional ; C.D : Conseil départemental ; A : autres  
(2) Les unités sont exprimées en km, ha, unité physique ; dans le cas d'un devis, indiquer le chiffre 1.  
(3) Taux ajusté : il prend en compte la ou les majorations éventuelles et le réinvestissement obligatoire éventuel.

Date de début des opérations : .....  
Les travaux ont été réceptionnés le ..... par : .....  
☐ M... ..... agent ..... à la DDAF  
☐ M... ..... expert agréé du bénéficiaire conformément à l'attestation de bonne fin des travaux jointe au dossier.  
☐ le montant de l'acompte ou du solde étant inférieur à 3000 euros aucune réception sur le terrain n'a été effectuée à cette date.

Paiement : ☐ d'un acompte, vu la déclaration de réalisation des travaux

☐ du solde, vu la date de fin des travaux : .....,

'autorise le versement d'un montant de : ..... euros ..... francs.

Fait à ..... le : .....

cachet et signature du DDAF  
ou de son représentant



## MODELE DE RAPPORT D'INSTRUCTION

### FICHE E

#### LISTE DES PIECES A FOURNIR AU C.N.A.S.E.A.

- **1 ) Au moment de la proposition d'engagement comptable**

- Demande d'engagement comptable (**fiche type D 1** éditée à partir du rapport d'instruction tableur excel)
- Renseignements indispensables pour l'engagement comptable : Identification :  
du demandeur (nom de naissance, prénom, date de naissance/dénomination sociale, siret)  
du dossier (numéro)  
de la mesure /sous mesure.
- Tableau de financement :  
autofinancement  
C.P.E.R.  
hors C.P.E.R.  
avenant tempête  
convention de massif  
collectivité.

Le C.N.A.S.E.A. fait connaître en retour aux services déconcentrés son acceptation de la proposition d'engagement comptable en précisant le numéro de cet accord qui devra figurer dans l'engagement juridique.

- **2 ) Au moment de l'engagement juridique**

Arrêté ou convention (copie conforme)

Rapport d'instruction (fiches de l'annexe II) :

- Fiche B ou B 1 Liste des contrôles administratifs lors de l'instruction
  - Fiche D 2 Calcul du montant de la décision pour l'engagement comptable et juridique
- RIB (copie)

Pour les personnes morales extrait K bis (copie)

Procuration si mandataire (copie)

Pour les dossiers ayant reçu un engagement juridique en 2000, adresser le rapport d'instruction annexe II fiche B.2 ainsi que la fiche D 2.

- **3) Au moment de la mise en paiement**

Premier et deuxième acompte :

Fiche D 3 de l'annexe II : calcul des versements acomptes valant autorisation de mise en paiement de l'acompte (fonction du document : vérification des conditions d'octroi de l'acompte : contrôle du service fait : facture certifiée acquittée ou contrôle sur place ou déclaration du bénéficiaire).

Au moment du solde :

Fiche D.3 de l'annexe II: calcul du solde valant autorisation de mise en paiement du solde (fonction du document : vérification des conditions d'octroi du solde (le dossier répond toujours aux conditions d'éligibilité ), Contrôle du service fait (fonction du document : vérification des conditions d'octroi de l'acompte : contrôle du service fait : facture certifiée acquittée ou contrôle sur place ou déclaration du bénéficiaire....).

Dans les deux cas :

- Attestation de paiement du TPG en cas de paiement dissocié
- Déclaration de porte-fort si décès du bénéficiaire.

- **4) Cas des modifications ou annulation de l'engagement juridique**

Les cas seront précisés dans le manuel de procédure. Les principales modalités sont les suivantes :

a) annulation de l'engagement juridique sans paiement réalisé : demande écrite du bénéficiaire à la D.D.A.F. et demande de la D.D.A.F. au C.N.A.S.E.A. d'annuler l'opération en visant la demande. Notification au bénéficiaire de l'annulation de la décision le concernant.

b) annulation de l'engagement juridique avec paiement réalisé sur partie de travaux non éligible et qui n'auront pas de fin : même démarche que ci-dessus avec engagement du bénéficiaire.

c) modification importante demandée par le bénéficiaire tant technique que financière :

- dans le cas de paiement non réalisé et travaux non commencés repartir sur un nouveau dossier après procédure d'annulation de l'engagement juridique

- dans le cas de paiement(s) réalisé(s) et donc travaux commencés faire éventuellement une décision modificative visant les modifications demandées et agréées.

Dans ce dernier cas :

instruire la demande de modification comme une nouvelle demande (intégrée dans la demande initiale). Un nouveau rapport d'instruction complémentaire est présenté au regard des modifications et la procédure normale est appliquée (nouvelle fiche d'engagement comptable si le montant est différent et notamment si le nouveau calcul de l'aide démontre la nécessité d'un complément financier, nouvelle fiche de calcul ) pour aboutir à une décision modificative.

NB : dans le cas de la mesure i.6.4 les versements seront réalisés et notamment pour le deuxième versement sur présentation des contrats de travail, des copies des bulletins de salaire des agents (voir fiche B1 (1) de l'annexe II).

## Annexe III

### CONTROLES ADMINISTRATIFS DES AIDES VERSEES AU TITRE DU P.D.R.N.

#### A - MODALITES

##### Références

- règlement (CE) n° 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) pour l'application des articles 47, 48 et 49 (demandes, contrôles et sanctions) modifié par le règlement (CE) n° 2075/2000 de la commission du 29 septembre 2000 (paragraphe 16,17, et 18).

##### Principes généraux

Le contrôle administratif doit être obligatoirement réalisé sur 100 % des demandes. Ce contrôle est réalisé par le service qui reçoit la demande et l'instruit. Ce contrôle est réalisé :

- sur la base des pièces du dossier,
- avant le paiement de l'aide en vérifiant la réalité du service fait soit par des visites de chantier soit par les attestations des experts forestiers agréés ou des hommes de l'art agréés, des déclarations des bénéficiaires avec factures ou justificatifs
- en respectant les modalités d'instruction précisées dans les circulaires correspondantes.

L'objectif du contrôle consiste à bien vérifier que l'instruction du dossier respecte parfaitement toutes les modalités prévues pour l'octroi de l'aide notamment dans les textes que l'on vise dans les décisions (décrets, arrêtés, règlements de l'Union européenne, circulaires).

##### Modalités de mise en œuvre

Ce contrôle administratif comporte 2 niveaux :

- un premier niveau réalisé par les D.D.A.F. pour tous les dossiers (soit à 100 %)
- un deuxième niveau réalisé obligatoirement par le C.N.A.S.E.A. à hauteur d'un minimum de 5 % des dossiers (les modalités de choix de ces dossiers seront précisées dans le manuel de procédure).

#### **- Le contrôle administratif de premier niveau**

- Le contrôle sur pièce : Le contrôle administratif doit être accompli avec méthode au fur et à mesure de l'instruction. Le rapport d'instruction est le document maître pour sa bonne application.

L'instruction administrative et technique du dossier suit avec rigueur la méthode présentée dans le rapport d'instruction afin d'éviter des contentieux par la suite. Ce rapport peut être complété par des contrôles supplémentaires portant sur des dispositions régionales, dans le cadre des arrêtés préfectoraux des préfets de région définissant les itinéraires techniques servant de base aux forfaits sur barèmes.

Ce point est particulièrement important pour toutes les aides éligibles au titre de l'Union européenne.

Les agents qui instruisent les dossiers signent les documents liés à ces contrôles pour notamment préciser la réalité du contrôle.

- La visite de chantier avant paiement de l'aide : Les modalités régissant le versement des aides, telles que définies par les circulaires en vigueur doivent être scrupuleusement respectées. Tous les documents liés à ces contrôles préalables sont conservés à la D.D.A.F. (factures acquittées pour les aides sur dépense réelle, procès verbaux de réception, attestation du maître d'œuvre agréé, déclaration de fin de travaux du propriétaire, etc...).

**NB :** Les respects des engagements de longue durée (chapitre 3.2.5 de la circulaire du 18 août 2000 DERF/SDF/C2000-3021 et de la circulaire de protection DERF/SDF/C2001 ) vérifiés par la D.D.A.F. rentrent dans la procédure du contrôle administratif et font l'objet d'un procès verbal de constat qui sera versé au dossier.

### - Le contrôle administratif de deuxième niveau

Chaque année, pour rendre compte à la Commission européenne de la réalité du contrôle administratif, le C.N.A.S.E.A. vérifiera la réalité du contrôle administratif sur un pourcentage (minimum 5 %) de dossiers complets de la D.D.A.F.

## B - SCHEMA RESUMANT LES PHASES D'INSTRUCTION D'UNE DEMANDE D'AIDE

### - Le contrôle administratif (sur pièces)

1) Dès la réception de la demande, le rapport d'instruction est ouvert, mentionnant la date de réception du dossier à la D.D.A.F.

2) Dans un délai de 2 mois maximum en application de l'article 4 du décret du 16/12/1999 n°99-1060, la D.D.A.F. accuse réception du **dossier complet** dans le cadre des dispositions du décret.

3) L'instruction du dossier commence dès la réception du dossier complet.

NB : il est important que les engagements soient bien signés par le demandeur.

4) Si la demande reçoit un avis favorable suite à l'application du rapport d'instruction, le calcul de l'aide est effectué à l'aide de la fiche de calcul du rapport de procédure (fiche de calcul de l'engagement D 2). En cas de (même si l'aide n'est pas reconnue comme un droit), notification au demandeur avec les motifs rappelant les dispositions du décret sus visé.

5) Le projet de décision est préparé si le résultat du calcul est positif (et > à 1000 Euros sauf pour quelques exceptions comme les aides pour l'établissement d'un plan simple de gestion et lorsqu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une opération concertée présentée par un organisme mandaté par les propriétaires).

6) L'autorisation d'engagement comptable avant la prise de décision est demandée au C.N.A.S.E.A. à l'aide de la fiche D 1 comportant tous les renseignements indispensables.

7) Après l'autorisation d'engagement accordée par le C.N.A.S.E.A., le préfet peut prendre l'engagement juridique sous la forme d'un simple arrêté pour les montants d'aide inférieur à 3000 Euros ou d'une convention dans la majorité des cas (et obligatoirement par convention lorsque le montant total de l'aide dépasse 45734 Euros). Dans tous les cas la date de l'autorisation d'engagement du C.N.A.S.E.A. doit figurer dans la décision accompagnée d'un numéro spécifique fourni par le C.N.A.S.E.A.

8) La copie certifiée conforme de la décision est notifiée au demandeur, au C.N.A.S.E.A. ( Dans le cas d'un contrat de plan, les tableaux prévus par la circulaire DERF/DARR/C2000-3027 du 11 décembre 2000 seront fournis à la D.R.A.F.).

9) Lors de l'envoi au C.N.A.S.E.A. de l'engagement juridique (arrêté ou convention), le rapport d'instruction doit l'accompagner avec d'autres documents listés dans le même rapport (liste des pièces à fournir au C.N.A.S.E.A.). Le rapport d'instruction mentionne les dossiers qui après analyse de risque devront faire l'objet de contrôle sur place après paiement. Ces dossiers seront inclus dans la liste des dossiers à contrôler dans l'année. ( la liste définitive est établie par le C.N.A.S.E.A. comprenant d'une part le 1% aléatoire et d'autre part le 4% au minimum les dossiers désignés par la D.D.A.F.).

*NB : Le C.N.A.S.E.A. effectue un contrôle administratif sur un pourcentage de dossiers complets (minimum 5 % du nombre de dossiers complets) et établit le rapport de contrôle.*

10) Après réception d'une demande de versement, le calcul est présenté à l'aide de la fiche de calcul du rapport d'instruction (fiche D 3 de calcul d'acompte). La fiche de calcul D3 est envoyée au C.N.A.S.E.A. avec les documents prévus dans la liste du rapport de procédure.

La D.D.A.F. conserve tous les documents liés à la demande de paiement (factures acquittées pour les aides sur dépense réelle, procès verbaux de réception de travaux, attestation du maître d'œuvre agréé, pour les aides sur barème attestation de la réalité du service fait).

La fiche D 3 fait office de certificat de paiement et de procès verbal de réception.

11) Au règlement du solde de la subvention, la D.D.A.F. établit la fiche de calcul du solde (fiche de calcul du solde D 2 du rapport de procédure) et l'envoie au C.N.A.S.E.A. Elle conserve l'attestation de réception définitive de l'expert si c'est le cas dans le dossier (chapitre 3.2.4.1 de la circulaire du 18 août 2000 DERF/SDF/C2000-3021).

**12) Le rapport d'instruction indique les visites sur place réalisés avant les paiements.**

#### **Les contrôles sur place après paiement**

Ces contrôles sur place sont réalisés sur la base d'une liste établie par le C.N.A.S.E.A.

La D.D.A.F. conserve toutes les pièces en original du dossier.

Les éléments du rapport de contrôle sont établis par le C.N.A.S.E.A .

Le contrôle est réalisé par le C.N.A.S.E.A /D.D.A.F (ou la D.R.A.F) notamment pour les contrôles nécessitant des compétences techniques particulières .

#### **Les renseignements des tableaux demandés par la commission européenne**

Le C.N.A.S.E.A. est chargé de renseigner les tableaux demandés par la commission européenne.

Les pièces ou informations à transmettre au C.N.A.S.E.A. pour le renseignement des tableaux figurent dans le rapport d'instruction et notamment dans **les fiches D du rapport d'instruction**.

**Pour l'année 2000, les D.R.A.F. sont chargés de recueillir les informations auprès des D.D.A.F. pour renseigner les tableaux et les adresser à la D.E.R.F. avant le 31 mars 2001.**

## Annexe IV

### CONTROLES SUR PLACE DES AIDES VERSEES AU TITRE DU P.D.R.N.

#### A) Références

- règlement (CE) n° 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) pour l'application des articles 47, 48 et 49 (demandes, contrôles et sanctions) modifié par le règlement (CE) n° 2075/2000 de la commission du 29 septembre 2000 (paragraphe 16,17, et 18).

#### B) Principes généraux

Le contrôle sur place porte chaque année sur au moins 5% des bénéficiaires de chaque mesure de soutien et couvre l'ensemble des types de mesures de développement rural prévus dans les documents de programmation.

Le contrôle sur place porte sur tous les engagements et obligations du bénéficiaire (relatifs d'une part aux mesures de développement rural et d'autre part aux aides de l'Etat) qu'il est possible de contrôler au moment de la visite. C'est pourquoi, il est primordial que soit vérifiée, au moment du contrôle administratif, l'existence et la bonne forme des engagements techniques et juridiques signés par le demandeur.

La sélection des dossiers se fondera sur une analyse de risque présentée par chaque mesure de soutien et sur un tirage au sort.

Les projets d'investissement pluriannuels de montants élevés doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Sélection des 5 % de contrôles sur place pour les aides les mesures h, i et t (partie RTM) traitées par la présente circulaire

La sélection sera faite au niveau du C.N.A.S.E.A régional suivant des modalités qui seront définies ultérieurement par une circulaire spécifique aux mesures pour les modalités principales et le manuel de procédure pour leurs applications particulières, (ou lorsque le nombre de dossiers est insuffisant, au niveau du C.N.A.S.E.A. national), selon :

- une analyse de risque
- une part de sélection aléatoire.

#### Services chargés des contrôles sur place

Les directions régionales du C.N.A.S.E.A. et les services déconcentrés du ministère de l'agriculture et de la pêche (D.D.A.F. ou D.R.A.F.) seront chargés des contrôles sur place.

Modalités du contrôle sur place : circulaire spécifique aux mesures ou manuel de procédure.

#### C) Cas particuliers

mesure i.6.4 :

Taux de contrôle : 100% des conventions au regard de l'analyse de risque sensible.

objectifs :

- a) effectivité des dépenses faites par notamment le contrôle de la comptabilités des structures bénéficiaires et des contrats d'embauche des agents,
- b) effectivité de la bonne application de la convention et notamment de son annexe technique, sur la base du rapport d'activité dressant le bilan des actions réalisées et analysant leur impact (rapport fourni par la structure bénéficiaire à la D.R.A.F. dans le cadre de la convention).

Le contrôle après paiement est réalisé par le C.N.A.S.E.A. pour le volet financier, par la DRAF pour le volet technique du respect des objectifs.

Le rapport de contrôle sera présenté en deux volets (ci-dessus) par le C.N.A.S.E.A.

**Annexe V****PLAN DE DEVELOPPEMENT RURAL NATIONAL****MISE EN ŒUVRE DES INDICATEURS DE SUIVI PHYSIQUE ET FINANCIER****Textes de référence**

- règlement (CE) N° 1750/1999 de la commission du 23/07/1999 articles 41 et 42.

La Commission européenne demande impérativement, pour l'élaboration du suivi physique et financier du plan de développement rural national, de fournir les indicateurs sous forme de tableaux joints ci-après. Ces tableaux sont à renseigner pour le 31 mars de chaque année afin d'être adressés à la commission pour le 30 avril.

Ils doivent être renseignés sur la base des engagements de l'année calendaire et non des paiements (ce qui implique que la base des renseignements soit tirée des éléments de la loi de finances auxquels il faut ajouter la participation éventuelle des collectivités locales).

(PS : pour le cas de la mesure t partie RTM pour le glossaire consulter le service).

**Le C.N.A.S.E.A. est chargé de tenir les indicateurs de suivi physique et financier.**

**Cependant pour l'année 2000, les services gestionnaires dont les mesures auront été payées par un autre payeur auront la responsabilité de ces tableaux.**

**Les informations devront être remontées des D.D.A.F. dès le 15 mars 2001 vers les D.R.A.F. qui rassembleront les informations sur les tableaux régionaux, ceux-ci devant être adressés à la D.E.R.F./S.D.F. 19, avenue du Maine, 75732 Paris cedex 15, avant le 31 mars 2001.**

## **Annexe V (suite)**

### **PLAN DE DEVELOPPEMENT RURAL NATIONAL**

#### **MISE EN ŒUVRE DES INDICATEURS DE SUIVI PHYSIQUE ET FINANCIER**

**Les tableaux présentés seront contenus dans un fichier sous Excel  
qui vous sera adressé par voie électronique**

**(La numérotation suit la logique d'un fichier global sous Excel. Ainsi , vous ne trouverez ici à titre  
d'information que les tableaux intéressant les mesures traitées par la présente circulaire, ce qui explique  
la numérotation apparemment incohérente des tableaux présentés).**

**Direction assurant le suivi de ces travaux :**

**Direction des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi (D.E.P.S.E.)  
Mission de suivi du PDRN - 78 rue de Varenne - 75349 Paris 07 SP**



3. Profil des exploitations agricoles.

Orientation de production dominante <sup>1</sup>		Nombre d'exploitations		Taille moyenne de la S.A.U., Ou nombre d'UGB		Agriculteurs de moins de 40 ans		Agriculteurs de plus de 55 ans	
		Total	Bénéficiaires d'un soutien <sup>2</sup>	Total	Bénéficiaires d'un soutien	% d'agriculteurs ayant moins de 40 ans	% de bénéficiaires d'un soutien ayant moins de 40 ans	% d'agriculteurs ayant plus de 55 ans	% de bénéficiaires d'un soutien ayant plus de 55 ans
Grandes cultures									
Horticulture									
Viticulture									
Culture fruitière									
Culture des oliviers									
Autres exploitations (y compris mixtes)									
Elevage bovins lait									
Elevage bovins viande									
Elevage porcin									
Elevage avicole									
Autres types d'élevages									
Autres	total								
	dont exploitations forestière et mixtes sylvo-agricoles								
TOTAL		0	0	0,0	0,0				

<sup>1</sup> En fonction de la classification OTE, voir annexe 1.  
<sup>2</sup> Soutien communautaire au titre du règlement (CE) n° 1257/99 concernant le soutien au développement rural octroyé pour un engagement effectué l'année considérée.

4. Tableau prévisionnel<sup>1</sup>. Données cumulées.

	Tableau	Information demandée	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Boisement des terres agricoles (Ch. VIII : art. 29, 30, 32)	h.i.2.	Nombre total (privés+public) de bénéficiaires							
		Nombre total (privés+public) d'hectares concernés							
		Montant total des coûts supportés par les bénéficiaires							
		Montant moyen du soutien par bénéficiaire							
		Montant des dépenses publiques	Total						
			dont FEOGA						
Autres mesures forestières (Ch. VIII : art. 29, 30, 32)		Nombre total (privés+public) de bénéficiaires							
		Nombre total (privés+public) d'hectares concernés							
		Montant total des coûts supportés par les bénéficiaires							
		Montant moyen du soutien par bénéficiaire							
		Montant des dépenses publiques	Total						
			dont FEOGA						
Protection de l'environnement en ce qui concerne l'agriculture, la sylviculture et la gestion de l'espace naturel, ainsi que l'amélioration du bien-être des animaux (Ch. IX, art. 33)	t.2.	Nombre de projets							
		Nombre de bénéficiaires							
		Montant total des coûts supportés par les bénéficiaires							
		Montant des dépenses publiques	Total						
			dont FEOGA						

<sup>1</sup> Le tableau prévisionnel est mis à jour annuellement.  
<sup>2</sup> Soutien communautaire au titre du règlement (CE) n° 1257/99 concernant le soutien au développement rural octroyé pour un engagement effectué l'année considérée.  
<sup>3</sup> Uniquement pour les mesures mises en oeuvre dans le cadre de la programmation du développement rural.

5. Répartition géographique des différentes mesures de soutien.<sup>1</sup>

5. 1. 1. En fonction des zones Objectif 1, Objectif 2 et hors Objectifs 1 et 2 (variations par rapport à l'année précédente).

Mesures (entre parenthèses, articles de référence du Règ. (CE) 1257/1999)		Zone Objectif 1 <sup>2</sup>		Zone Objectif 2 <sup>2</sup>		Hors Objectif 1 et 2		TOTAL
			%		%		%	
		a	b =a/g	c	d = c/g	e	f = e/g	g =a+c+e <sup>3</sup>
Nombre total d'exploitations			0,0%		0,0%		0,0%	
a. Investissement dans les exploitations agricoles (art. 4-7)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques <sup>4</sup>				0,0%		0,0%	0,00
b. Installation de jeunes agriculteurs (art.8)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques				0,0%		0,0%	0,00
c. Formation (art. 9)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques				0,0%		0,0%	0,00
d. Préretraite (art. 10-12)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
e. Zones défavorisées et zones soumises à des contraintes environnementales (art. 13-21)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
f. Agroenvironnement (art. 22-24)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
g. Amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles (art. 25-28)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques				0,0%		0,0%	0,00
h. et i. Sylviculture (art. 29-32)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
j. à v. Encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales (art.33)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques				0,0%		0,0%	0,00
TOTAL ( nombre d'exploitations bénéficiaires d'au moins une mesure de soutien <sup>5</sup> )								
Total des dépenses publiques		0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite sur base de la localisation du bénéfice du soutien (par exemple la parcelle visée par un engagement agro-environnemental, le site d'implantation d'une usine de transformation ou le lieu de rénovation d'une route).

<sup>2</sup> Uniquement pour les mesures mises en oeuvre dans le cadre de la programmation du développement rural.

<sup>3</sup> Dans les totaux, éviter tout double compte d'un même bénéficiaire comptabilisé simultanément dans plusieurs zones.

<sup>4</sup> Dépenses nationales + FEOGA.

<sup>5</sup> Dans les totaux, éviter tout double compte d'un même bénéficiaire de plusieurs mesures.

5. Répartition géographique des différentes mesures de soutien.<sup>1</sup>

5. 1. 2. En fonction des zones Objectif 1, Objectif 2 et hors Objectifs 1 et 2 (en données cumulées).

Mesures		Zone Objectif 1		Zone Objectif 2 <sup>2</sup>		Hors Objectif 1 et 2		TOTAL
			%		%		%	
		a	b =a/g	c	d = c/g	e	f = e/g	g =a+c+e <sup>3</sup>
Nombre total d'exploitations			0,0%		0,0%		0,0%	
a. Investissement dans les exploitations agricoles (art. 4-7)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques <sup>4</sup>				0,0%		0,0%	0,00
b. Installation de jeunes agriculteurs (art.8)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques				0,0%		0,0%	0,00
c. Formation (art. 9)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques				0,0%		0,0%	0,00
d. Préretraite (art. 10-12)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
e. Zones défavorisées et zones soumises à des contraintes environnementales (art. 13-21)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
f. Agroenvironnement (art. 22-24)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
g. Amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles (art. 25-28)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques				0,0%		0,0%	0,00
h. et i. Sylviculture (art. 29-32)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
j. à v. Encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales (art.33)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques				0,0%		0,0%	0,00
TOTAL ( nombre d'exploitations bénéficiaires d'au moins une mesure <sup>5</sup> )								
	Total des dépenses publiques	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00
Prévisions <sup>6</sup>								
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%	0,00

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite sur base de la localisation du bénéfice du soutien (par exemple la parcelle visée par un engagement agro-environnemental, le site d'implantation d'une usine de transformation ou le lieu de rénovation d'une route).

<sup>2</sup> Uniquement pour les mesures mises en oeuvre dans le cadre de la programmation du développement rural.

<sup>3</sup> Dans les totaux, éviter tout double compte d'un même bénéficiaire comptabilisé simultanément dans plusieurs zones.

<sup>4</sup> Dépenses nationales + FEOGA.

<sup>5</sup> Dans les totaux, éviter tout double compte d'un même bénéficiaire de plusieurs mesures.

<sup>6</sup> Inscrire à cette ligne les prévisions mises à jour l'année précédente.

5. Répartition géographique des différentes mesures de soutien.<sup>1</sup>  
5.2. 1. En fonction des zones définies par les articles 16 à 20 du Rég. (CE) n°1257/1999 (variations par rapport à l'année précédente).

Mesures		Zone normale		Zones défavorisées et zones soumises à des contraintes environnementales <sup>2</sup>										TOTAL <sup>3</sup>
				Zones de montagne		Autres zones défavorisées		Zones affectées de handicaps spécifiques		Zones soumises à des contraintes environnementales		Total zones défavorisées et/ou soumises à des contraintes environnementales <sup>3</sup>		
			%		%		%		%		%		%	
		a	B=a/ m	c	d=c/ m	e	f=	g	h=g/ m	i	j=i/m	k <sup>3</sup>	l=k/m	
Nombre total d'exploitations			0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
a. Investissement dans les exploitations agricoles (art 4-7)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques <sup>4</sup>		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
b. Installation de jeunes agriculteurs (art. 8)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
c. Formation (art. 9)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
d. Préretraite (art. 10-12)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
e. Zones défavorisées et zones soumises à des contraintes environnementales (art. 13-21)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		100%	0
	Total des dépenses publiques				0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		100%	0,00
f. Agroenvironnement (art. 22-24)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
g. Amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles (art. 25-28)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
h. et i. Sylviculture (art. 29-32)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
j. à v. Encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales (art.33)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
TOTAL ( nombre d'exploitations bénéficiaires d'au moins une mesure de soutien <sup>5</sup> )														
Total des dépenses publiques		0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite sur base de la localisation du bénéfice du soutien (par exemple la parcelle visée par un engagement agro-environnemental, le site d'implantation d'une usine de transformation ou le lieu de rénovation d'une route).

<sup>2</sup> Articles 16 à 20 du Règ. 1257/99.

<sup>3</sup> Dans les totaux, éviter tout double compte d'un même bénéficiaire ou d'une même dépense comptabilisé(e) simultanément dans plusieurs zones.

<sup>4</sup> Dépenses nationales + FEOPA.

<sup>5</sup> Dans les totaux, éviter tout double compte d'un même bénéficiaire de plusieurs mesures.

5. Répartition géographique des différentes mesures de soutien. <sup>1</sup>

5.2. 2. En fonction des zones définies par les articles 16 à 20 du Rég. (CE) n°1257/1999 (en données cumulées).

Mesures		Zone normale		Zones défavorisées et zones soumises à des contraintes environnementales <sup>2</sup>										TOTAL <sup>3</sup>
				Zones de montagne		Autres zones défavorisées		Zones affectées de handicaps spécifiques		Zones soumises à des contraintes environnementales		Total zones défavorisées et/ou soumises à des contraintes environnementales <sup>3</sup>		
		A	%	c	%	e	%	g	%	i	%	k <sup>3</sup>	%	
Nombre total d'exploitations			0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
a. Investissement dans les exploitations agricoles (art 4-7)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques <sup>4</sup>		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
b. Installation de jeunes agriculteurs (art. 8)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
c. Formation (art. 9)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
d. Prérétraite (art. 10-12)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
e. Zones défavorisées et zones soumises à des contraintes environnementales (art. 13-21)	Nombre de bénéficiaires				0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		100%	0
	Total des dépenses publiques				0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		100%	0,00
f. Agroenvironnement (art. 22-24)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
g. Amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles (art. 25-28)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
h. et i. Sylviculture (art. 29-32)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
j. à v. Encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales (art.33)	Nombre de bénéficiaires		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	
	Total des dépenses publiques		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0,00
TOTAL ( nombre d'exploitations bénéficiaires d'au moins une mesure de soutien <sup>5</sup> )		Total des dépenses publiques	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,00
Prévisions <sup>6</sup>	Total des dépenses publiques		0,0%										0,0%	0,00

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite sur base de la localisation du bénéfice du soutien (par exemple la parcelle visée par un engagement agro-environnemental, le site d'implantation d'une usine de transformation ou le lieu de rénovation d'une route).

<sup>2</sup> Articles 16 à 20 du Règ. 1257/99.

<sup>3</sup> Dans les totaux, éviter tout double compte d'un même bénéficiaire ou d'une même dépense comptabilisé(e) simultanément dans plusieurs zones.

<sup>4</sup> Dépenses nationales + FEOGA.

<sup>5</sup> Dans les totaux, éviter tout double compte d'un même bénéficiaire de plusieurs mesures.

<sup>6</sup> Incrire à cette ligne les prévisions mises à jour l'année dernière.

6. 1. Suivi financier (Nouveaux bénéficiaires/variatiions par rapport à l'année précédente).

Mesure	Montant total des coûts supportés par les bénéficiaires <sup>1</sup>				Montant total des coûts éligibles <sup>1</sup>				Montant des dépenses publiques											
									Total				Taux de cofinancement FEOGA			Contribution FEOGA				
	Obj. 1	Obj.2	Hors Obj. 1 et 2	Total	Obj. 1	Obj.2	Hors Obj. 1 et 2	Total	Obj. 1	Obj.2	Hors Obj. 1 et 2	Total	Obj. 1	Obj.2	Hors Obj. 1 et 2	Obj. 1	Obj.2	Hors Obj. 1 et 2	Total	
a. Investissement dans les exploitations agricoles (art. 4-7)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
b. Installation de jeunes agriculteurs (art.8)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
c. Formation (art. 9)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
d. Préretraite (art. 10-12)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
e. Zones défavorisées et zones soumises à des contraintes environnementales (art.13-21)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
f. Agroenvironnement (art. 22-24)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
g. Amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles (art. 25-28)				0,00				0,00				0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
h. Boisement des terres agricoles (art. 31)				0,00				0,00				0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
i. Autres mesures forestières (art. 30 et 32)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
j. Amélioration des terres (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
k. Remembrement des terres (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
l. Instauration de services de remplacement sur l'exploitation et de services d'aide à la gestion agricole (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
m. Commercialisation de produits agricoles de qualité (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
n. Services essentiels pour l'économie et la population rurale (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
o. Rénovation et développement des villages et protection et conservation du patrimoine rural (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
p. Diversification des activités agricoles ou proches de l'agriculture en vue de créer des activités multiples ou des alternatives de revenu (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
q. Gestion des ressources en eau destinées à l'agriculture (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
r. Développement et amélioration des infrastructures liées au développement de l'agriculture (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
s. Encouragement des activités touristiques et artisanales (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
t. Protection de l'environnement en ce qui concerne l'agriculture, la sylviculture et la gestion de l'espace naturel, ainsi que l'amélioration du bien-être des animaux (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
u. Reconstitution du potentiel de production agricole endommagé par des catastrophes naturelles et mise en place d'instruments de prévention appropriés (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
v. Ingénierie financière (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

<sup>1</sup> Lorsqu'une telle information est pertinente, et y inclus la partie aidée.

6. 2. Suivi financier (en données cumulées).

Mesure	Montant total des coûts supportés par les bénéficiaires <sup>1</sup>				Montant total des coûts éligibles <sup>1</sup>				Montant des dépenses publiques											
									Total				Taux de cofinancement FEOGA			Contribution FEOGA				
	Obj. 1	Obj.2	Hors Obj. 1 et 2	Total	Obj. 1	Obj.2	Hors Obj. 1 et 2	Total	Obj. 1	Obj.2	Hors Obj. 1 et 2	Total	Obj. 1	Obj.2	Hors Obj. 1 et 2	Obj. 1	Obj.2	Hors Obj. 1 et 2	Total	
a. Investissement dans les exploitations agricoles (art. 4-7)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
b. Installation de jeunes agriculteurs (art.8)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
c. Formation (art. 9)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
d. Prêtrainte (art. 10-12)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
e. Zones défavorisées et zones soumises à des contraintes environnementales (art.13-21)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
f. Agroenvironnement (art. 22-24)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
g. Amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles (art. 25-28)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
h. Boisement des terres agricoles (art. 31)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
i. Autres mesures forestières (art. 30 et 32)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
j. Amélioration des terres (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
k. Remembrement des terres (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
l. Instauration de services de remplacement sur l'exploitation et de services d'aide à la gestion agricole (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
m. Commercialisation de produits agricoles de qualité (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
n. Services essentiels pour l'économie et la population rurale (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
o. Rénovation et développement des villages et protection et conservation du patrimoine rural (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
p. Diversification des activités agricoles ou proches de l'agriculture en vue de créer des activités multiples ou des alternatives de revenu (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
q. Gestion des ressources en eau destinées à l'agriculture (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
r. Développement et amélioration des infrastructures liées au développement de l'agriculture (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
s. Encouragement des activités touristiques et artisanales (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
t. Protection de l'environnement en ce qui concerne l'agriculture, la sylviculture et la gestion de l'espace naturel, ainsi que l'amélioration du bien-être des animaux (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
u. Reconstitution du potentiel de production agricole endommagé par des catastrophes naturelles et mise en place d'instruments de prévention appropriés (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
v. Ingénierie financière (art. 33)				0,00				0,00				0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,0%	0,0%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prévisions <sup>2</sup>									0,00	0,00	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

<sup>1</sup> Lorsqu'une telle information est pertinente, et y inclus la partie aidée.

<sup>2</sup> Inscire à cette ligne les prévisions mises à jour l'année précédente.



h. Boisement des terres agricoles et i. Autres mesures forestières (Ch. VIII, art. 29-32).

h. i. 1. Montant des soutiens (variations par rapport à l'année précédente).

			Nombre de bénéficiaires			Unité de référence <sup>1</sup>	Nombre d'unités bénéficiant d'un soutien			Montant total des coûts supportés par les bénéficiaires			Montant total des coûts éligibles			Montant moyen du soutien par bénéficiaire			Montant des dépenses publiques	
			privé	public	total		privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total	Total	Contribution FEOGA
h. Boisement des terres agricoles (art. 31)	Cultures annuelles <sup>2</sup>	Conifères			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Feuillus			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Plantations à croissance rapide <sup>3</sup>			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Total <sup>4</sup>			0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	Cultures permanentes <sup>2</sup>	Conifères			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Feuillus			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Plantations à croissance rapide			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Total <sup>4</sup>			0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	Prairies et pâturages permanents <sup>2</sup>	Conifères			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Feuillus			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Plantations à croissance rapide			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Total <sup>4</sup>			0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	TOTAL (h.) <sup>4</sup>				0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00

<sup>1</sup> Unité servant à estimer le degré de réalisation du projet, par exemple : “ ha ”, “ km ”, “ projets soutenus ”, etc.  
<sup>2</sup> “ Cultures annuelles ”, “ Cultures permanentes ” et “ Prairies et pâturages permanents ” renvoient à l'utilisation de la parcelle avant le boisement.  
<sup>3</sup> Dont peupliers en rotation de moins de 15 ans.  
<sup>4</sup> Eviter tout double compte d'un même bénéficiaire.

h. Boisement des terres agricoles et i. Autres mesures forestières (Ch. VIII, art. 29-32).

h. i. 1. Montant des soutiens (variations par rapport à l'année précédente).

			Nombre de bénéficiaires			Unité de référence <sup>1</sup>	Nombre d'unités bénéficiant d'un soutien			Montant total des coûts supportés par les bénéficiaires			Montant total des coûts éligibles			Montant moyen du soutien par bénéficiaire			Montant des dépenses publiques	
			privé	public	total		privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total	Total	Contribution FEOGA
i. Autres mesures forestières	Autres boisements	Conifères			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Feuillus			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Plantations à croissance rapide			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Sous-total (i') <sup>3</sup>			0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
		Total boisements (h+i') <sup>3</sup>			0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	Amélioration de la valeur économique, écologique ou sociale (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Récolte, transformation et commercialisation des produits forestiers (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Nouveaux débouchés (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Associations de sylviculteurs (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Reconstitution suite à catastrophes naturelles/feu (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Défense contre les incendies (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Préservation et amélioration de la stabilité écologique des forêts à des fins d'intérêt public (art. 32)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Entretien des coupe-feu par des mesures agricoles (art. 32)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	... <sup>2</sup>				0				0			0,00			0,00			0,0		
	TOTAL (i.) <sup>3</sup>				0	Ha			0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00

<sup>1</sup> Unité servant à estimer le degré de réalisation du projet, par exemple : “ ha ”, “ km ”, “ projets soutenus ”, etc. Lorsque aucun indicateur physique de réalisation n'est pertinent, laisser vides les cases concernées.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes peuvent décomposer en plusieurs lignes un ou plusieurs des objectifs listés ici en fonction des actions spécifiques qu'ils entreprennent, par exemple en matière de développement du bois-énergie ou de la déserte forestière. Indiquer à quel objectif se rattache tout ligne supplémentaire.

<sup>3</sup> Pour les totaux agrégés, l'unité de référence est “ hectares concernés par les différentes mesures ”. Eviter tout double compte d'un même bénéficiaire. Le total i. inclut le sous-total i'.

h. Boisement des terres agricoles et i. Autres mesures forestières (Ch. VIII, art. 29-32).

h. i. 2. Montant des soutiens (en données cumulées).

			Nombre de bénéficiaires			Unité de référence <sup>1</sup>	Nombre d'unités bénéficiant d'un soutien			Montant total des coûts supportés par les bénéficiaires			Montant total des coûts éligibles			Montant moyen du soutien par bénéficiaire			Montant des dépenses publiques	
			privé	public	total		privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total	Total	Contribution FEOGA
h. Boisement des terres agricoles (art. 31)	Cultures annuelles <sup>2</sup>	Conifères			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Feuillus			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Plantations à croissance rapide <sup>2</sup>			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Total <sup>3</sup>			0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	Cultures permanentes <sup>2</sup>	Conifères			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Feuillus			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Plantations à croissance rapide			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Total <sup>3</sup>			0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	Prairies et pâturages permanents <sup>2</sup>	Conifères			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Feuillus			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Plantations à croissance rapide			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Total <sup>3</sup>			0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	TOTAL (h.) <sup>3</sup>				0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	Prévisions <sup>4</sup>					Ha														

<sup>1</sup> Unité servant à estimer le degré de réalisation du projet, par exemple : “ ha ”, “ km ”, “ projets soutenus ”, etc.  
<sup>2</sup> “ Cultures annuelles ”, “ Cultures permanentes ” et “ Prairies et pâturages permanents ” renvoient à l'utilisation de la parcelle avant le boisement.  
<sup>3</sup> Dont peupliers en rotation de moins de 15 ans.  
<sup>4</sup> Eviter tout double compte d'un même bénéficiaire.  
<sup>4</sup> Inscrire à cette ligne les prévisions mises à jour l'année précédente.

h. Boisement des terres agricoles et i. Autres mesures forestières (Ch. VIII, art. 29-32).

h. i. 2. Montant des soutiens (en données cumulées).

			Nombre de bénéficiaires			Unité de référence <sup>1</sup>	Nombre d'unités bénéficiant d'un soutien			Montant total des coûts supportés par les bénéficiaires			Montant total des coûts éligibles			Montant moyen du soutien par bénéficiaire			Montant des dépenses publiques	
			privé	public	total		privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total	Total	Contribution FEOGA
i. Autres mesures forestières	Autres boisements	Conifères			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Feuillus			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Plantations à croissance rapide			0	Ha			0			0,00			0,00			0,0		
		Sous-total (i') <sup>3</sup>			0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	Total boisements (h+i') <sup>3</sup>				0	Ha	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	Amélioration de la valeur économique, écologique ou sociale (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Récolte, transformation et commercialisation des produits forestiers (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Nouveaux débouchés (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Associations de sylviculteurs (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Reconstitution suite à catastrophes naturelles/feu (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Défense contre les incendies (art. 30)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Préservation et amélioration de la stabilité écologique des forêts à des fins d'intérêt public (art. 32)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	Entretien des coupe-feu par des mesures agricoles (art. 32)				0				0			0,00			0,00			0,0		
	... <sup>2</sup>				0				0			0,00			0,00			0,0		
	TOTAL (i.) <sup>3</sup>				0	Ha			0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
	Prévisions <sup>4</sup>					Ha														

<sup>1</sup> Unité servant à estimer le degré de réalisation du projet, par exemple : “ ha ”, “ km ”, “ projets soutenus ”, etc. Lorsque aucun indicateur physique de réalisation n'est pertinent, laisser vides les cases concernées.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes peuvent décomposer en plusieurs lignes un ou plusieurs des objectifs listés ici en fonction des actions spécifiques qu'ils entreprennent, par exemple en matière de développement du bois-énergie ou de la déserte forestière. Indiquer à quel objectif se rattache tout ligne supplémentaire.

<sup>3</sup> Pour les totaux agrégés, l'unité de référence est “ hectares concernés par les différentes mesures ”. Eviter tout double compte d'un même bénéficiaire. Le total i. inclut le sous-total i'.

<sup>4</sup> Incrire à cette ligne les prévisions mises à jour l'année précédente.

## **Annexe VI**

### **PLAN DE DEVELOPPEMENT RURAL NATIONAL**

A - Exemples de décision

B - Exemple de demande (avec les engagements du demandeur)

## **Annexe VI (suite)**

A - Exemple de décision

### **ARRETE PORTANT DECISION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION DU BUDGET DE L'ETAT ET DE L'UNION EUROPEENNE.**

(Subvention sur barème régional réglementé avec contrôle d'engagement sur 15 ans)

**LE PREFET .....**

- VU** le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- VU** le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région, à l'action des organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics,
- VU** le code Rural, notamment son livre Ier et son livre IV, ainsi que les articles L 313-3 et R\* 313-13 et suivants,
- VU** l'arrêté du 16 octobre 2000 portant agrément des organismes payeurs des dépenses financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section "garantie", concernant le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles,
- VU** le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** le décret n° 2000-675 du 17 juillet 2000 pris pour application de l'article 10 du décret n° 99-160 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** le décret n° 2000-676 du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** l'arrêté du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** l'arrêté du 30 mai 2000 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** la circulaire DERF/SDF.....du.....,
- VU** l'arrêté préfectoral régional du..... relatif aux conditions de financement par le budget général de l'Etat des investissements forestiers de production en région .....,
- VU** le règlement (C.E.) n° 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) articles 29 à 32,
- VU** le règlement (C.E.) n° 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (C.E.) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) pour l'application des articles 47, 48 et 49 (demandes, contrôles et sanctions) modifié par le règlement (C.E.) n° 2075/2000 de la commission du 29 septembre 2000 (paragraphe 16,17, et 18),
- VU** le plan de développement rural national approuvé le 7 septembre 2000 et notamment sa mesure .....,
- VU** le contrat de plan Etat/région du ..... (si c'est le cas),
- VU** l'engagement comptable du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles en date du ../ .. n° .....
- VU** le dossier de demande comportant les engagements présenté par .....domicilié à (ou siège social).....code postal.....Ville.....,

**VU** l'avis favorable du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de .....

### **ARRETE**

**ARTICLE 1er** - Sur les crédits du budget de l'Etat et de l'Union Européenne, un concours financier est accordé à .....

pour la réalisation de l'opération dont les caractéristiques sont les suivantes :

- objet .....
- commune(s) de situation.....
- (les références des parcelles cadastrales du projet figurent dans la demande et le plan masse, seules les parcelles cadastrales ci-après ont été exclues : ..... commune de.....).
- montant prévisionnel de la dépense subventionnable..... Euros HT (soit .....Francs)
- taux de la subvention..... %
- montant maximum prévisionnel de la subvention..... Euros HT (soit .....Francs)

Le montant de l'aide maximum prévisionnel de la subvention ci-dessus comprend pour :

- ..% l'aide de l'Etat
- ..% l'aide de l'Europe.

Ce montant est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif de l'aide devant être calculé en fonction des travaux effectivement réalisés plafonné au montant maximum prévisionnel ci-dessus.

Le financement du projet ci-dessus est le suivant:

- autofinancement du bénéficiaire.....Euros
- part de l'Etat .....Euros
- part de l'Europe .....Euros
- part de la collectivité .....Euros

**ARTICLE 2** - Le bénéficiaire de la subvention doit informer la direction départementale de l'agriculture et de la forêt du commencement d'exécution des travaux.

La présente décision est caduque si, dans un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle elle a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution.

**ARTICLE 3** - Le versement de la subvention est effectué sur justification de la réalisation des travaux et de la conformité de leurs caractéristiques avec celles prévues au devis-barème et aux engagements pris par le bénéficiaire sur la qualité des travaux et de leur suivi.

Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire n'est recevable au delà du délai de quatre ans à compter de la date de la présente décision.

Dans la limite des crédits disponibles, un (deux) acompte (s)\* sur subvention pourra (ont) être versé(s), au fur et à mesure de l'exécution des travaux. Ces acomptes, \*au nombre maximum de.... ne pourront excéder au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

*( \*) à adapter en fonction du nombre d'acomptes fixé pour chaque type d'opération par les circulaires en vigueur.*

En cas de différend avec le bénéficiaire, l'Administration se réserve le droit d'exiger, le cas échéant, toutes pièces justificatives relatives à l'opération.

### **ARTICLE 4 - COMPTE A CREDITER**

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du bénéficiaire :

- Code banque.....
- Code guichet.....
- N° de compte.....
- Banque.....
- Clé de RIB.....

**ARTICLE 5** - S'il est constaté, lors de la réception des travaux, qu'une partie des travaux n'a pas été exécutée ou l'a été dans des conditions différentes de celles prévues sans que ces modifications compromettent la bonne fin de l'opération, la subvention est réduite en conséquence; lorsque ces modifications compromettent la bonne fin de l'opération, le bénéficiaire rembourse les sommes déjà versées.

L'administration exerce, un contrôle sur les terrains ayant fait l'objet des travaux subventionnés pendant une durée de quinze ans à compter du 31 décembre de l'année de la décision.

Le bénéficiaire ou ses ayants cause sont tenus de rembourser le montant de l'aide reçue actualisée sur la base de l'indice annuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages et majorée de 25%, s'il est constaté pendant cette période que :

- les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération ou au bon état des ouvrages n'ont pas été effectués,
- les parcelles ou fractions de parcelles ayant bénéficié de l'aide sont soit détournées de leur destination forestière soit divisées au delà des seuils minimaux de réalisation fixés au niveau régional, à moins que la division ne résulte d'une opération d'utilité publique, d'un remembrement, ou d'autres causes expressément prévues par le code forestier,
- la vérification de la quantité déclarée dans la demande démontre une erreur de calcul (non justifiée et payée) ou une fausse déclaration.

Le calcul du remboursement de l'aide se fait au prorata des quantités sur lesquelles le non-respect des engagements a été constaté. Si la quantité sur laquelle les engagements ont été respectés est inférieure au seuil minimal exigé pour l'attribution de l'aide, le calcul du remboursement se fait sur la totalité de l'aide attribuée.

#### **ARTICLE 6 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable assignataire des paiements est le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.).....

#### **ARTICLE 7 - LITIGES**

En cas de litige, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de .....

**ARTICLE 8** - Le secrétaire général de la préfecture ....., le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à..... le.....  
LE PREFET,



## Annexe VI (suite)

### A - Exemples de décision

#### **ARRETE PORTANT DECISION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION DU BUDGET DE L'ETAT ET DE L'UNION EUROPEENE** (Subvention liquidée sur dépenses réelles avec contrôle d'engagement sur 15 ans)

#### LE PREFET .....

- VU** le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- VU** le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région, à l'action des organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics,
- VU** le code Rural, notamment son livre Ier et son livre IV, ainsi que les articles L 313-3 et R\* 313-13 et suivants,
- VU** l'arrêté du 16 octobre 2000 portant agrément des organismes payeurs des dépenses financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section "garantie", concernant le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles,
- VU** le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** le décret n° 2000-675 du 17 juillet 2000 pris pour application de l'article 10 du décret n° 99-160 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** le décret n° 2000-676 du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** l'arrêté du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** l'arrêté du 30 mai 2000 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** la circulaire DERF/SDF.....du.....,
- VU** l'arrêté préfectoral régional du..... relatif aux conditions de financement par le budget général de l'Etat des investissements forestiers de production en région.....,
- VU** le règlement (C.E.) n° 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) articles 29 à 32,
- VU** le règlement (C.E.) n° 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (C.E.) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) pour l'application des articles 47, 48 et 49 (demandes, contrôles et sanctions) modifié par le règlement (C.E.) n° 2075/2000 de la commission du 29 septembre 2000 (paragraphe 16, 17, et 18),
- VU** le plan de développement rural national approuvé le 7 septembre 2000 et notamment sa mesure .....,
- VU** le contrat de plan Etat/région du..... (si c'est le cas),
- VU** l'engagement comptable du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles en date du.../../. n° .....

**VU** le dossier de demande comportant les engagements présenté par .....domicilié à  
(ou siège social).....code postal.....Ville.....,

**VU** l'avis favorable du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture .....,

### ARRETE

**ARTICLE 1er** - Sur les crédits du budget de l'Etat et de l'union européenne un concours financier est accordé à .....

pour la réalisation de l'opération dont les caractéristiques sont les suivantes :

- objet.....
- commune(s) de situation.....
- (les références des parcelles cadastrales du projet figurent dans la demande et le plan masse, seules les parcelles cadastrales ci-après ont été exclues ..... commune de.....).
- montant prévisionnel de la dépense subventionnable..... Euros HT (soit .....Francs)
- taux de la subvention..... %
- montant maximum prévisionnel de la subvention..... Euros HT (soit .....Francs)

Le montant définitif de la subvention est calculé en appliquant le taux de subvention au montant de la dépense réelle au prorata des quantitatifs réalisés, plafonné au montant de la dépense subventionnée prévisionnelle.

Le montant maximum prévisionnel de la subvention ci-dessus comprend pour :

- .. % l'aide de l'Etat
- .. % l'aide de l' Europe.

Le financement du projet ci-dessus est le suivant :

- autofinancement du bénéficiaire.....Euros
- part de l'Etat .....Euros
- part de l'Europe .....Euros
- part de la collectivité .....Euros

**ARTICLE 2** - Le bénéficiaire de la subvention doit informer la direction départementale de l'agriculture et de la forêt du commencement d'exécution des travaux.

La présente décision est caduque si, dans un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle elle a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution.

**ARTICLE 3** - Le versement de la subvention est effectué sur justification des dépenses engagées et de la conformité des travaux avec ceux prévus au devis et aux engagements pris par le bénéficiaire sur la qualité des travaux et de leur suivi (présentation des factures acquittées ou mémoire pour les travaux réalisés en régie directe déclarée dans la demande).

Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire n'est recevable au delà du délai de quatre ans à compter de la date de la présente décision.

Dans la limite des crédits disponibles, un (deux) acompte (s)\* sur subvention pourra (ont) être versé(s), au fur et à mesure de l'exécution des travaux. Ces acomptes\*, au nombre maximum de ....ne pourront excéder au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

(\*) : à adapter en fonction du nombre d'acompte fixé pour chaque type d'opération par les circulaires en vigueur. L'administration se réserve le droit d'exiger toutes pièces justificatives relatives aux dépenses afférentes à l'opération.

### ARTICLE 4 - COMPTE A CREDITER

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du bénéficiaire :

- Banque.....
- Code banque.....

- Code guichet.....
- N° de compte.....
- Clé de RIB.....

**ARTICLE 5** - S'il est constaté lors de la réception des travaux qu'une partie des travaux n'a pas été exécutée ou l'a été dans des conditions différentes de celles prévues sans que ces modifications compromettent la bonne fin de l'opération, la subvention est réduite en conséquence; lorsque ces modifications compromettent la bonne fin de l'opération, le bénéficiaire rembourse les sommes déjà versées.

L'administration exerce, un contrôle sur les terrains ayant fait l'objet des travaux subventionnés pendant une durée de quinze ans à compter du 31 décembre de l'année de la décision.

Le bénéficiaire ou ses ayants cause sont tenus de rembourser le montant de l'aide reçue actualisée sur la base de l'indice annuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages et majorée de 25 %, s'il est constaté pendant cette période que :

- les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération ou au bon état des ouvrages n'ont pas été effectués,
- les parcelles ou fractions de parcelles ayant bénéficié de l'aide sont soit détournées de leur destination forestière soit divisées au delà des seuils minimaux de réalisation fixés au niveau régional, à moins que la division ne résulte d'une opération d'utilité publique, d'un remembrement, ou d'autres causes expressément prévues par le code forestier,
- la vérification de la quantité déclarée dans la demande démontre une erreur de calcul (non justifiée et payée) ou une fausse déclaration.

Le montant du remboursement de l'aide est calculé au prorata des quantités sur lesquelles le non-respect des engagements a été constaté. Si la quantité sur laquelle les engagements ont été respectés est inférieure au seuil minimal exigé pour l'attribution de l'aide, la totalité de l'aide attribuée doit être remboursée.

#### **ARTICLE 6 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable assignataire des paiements est le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.) .....

#### **ARTICLE 7 - LITIGES**

En cas de litige, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de .....

**ARTICLE 8** - Le secrétaire général de la préfecture de....., le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait ..... le .....  
LE PREFET,

## **Annexe VI (suite)**

### A – Exemples de décision

#### **CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION DU BUDGET DE L'ETAT ET DE L'UNION EUROPEENNE**

(Subvention sur barème réglementé régional avec contrôle d'engagement sur 15 ans)

ENTRE

**L'Etat, représenté par le Préfet de.....**

d'une part,

ET

..... **bénéficiaire de l'aide du budget de l'Etat et du fonds européen (F.E.O.G.A.), ci-après dénommé le bénéficiaire,**

d'autre part,

- VU** le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- VU** le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région, à l'action des organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics,
- VU** le code Rural, notamment son livre Ier et son livre IV, ainsi que les articles L 313-3 et R\* 313-13 et suivants,
- VU** l'arrêté du 16 octobre 2000 portant agrément des organismes payeurs des dépenses financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section "garantie", concernant le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles,
- VU** le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** le décret n° 2000-675 du 17 juillet 2000 pris pour application de l'article 10 du décret n° 99-160 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** le décret n° 2000-676 du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** l'arrêté du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** l'arrêté du 30 mai 2000 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** la circulaire DERF/SDF.....du.....,
- VU** l'arrêté préfectoral régional du..... relatif aux conditions de financement par le budget général de l'Etat des investissements forestiers de production en région.....,
- VU** le règlement (C.E.) n° 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) articles 29 à 32,
- VU** le règlement (C.E.) n° 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (C.E.) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) pour l'application des articles 47, 48 et 49 (demandes, contrôles et sanctions) modifié par le règlement (C.E.) n° 2075/2000 de la commission du 29 septembre 2000 (paragraphe 16, 17, et 18),
- VU** le plan de développement rural national approuvé le 7 septembre 2000 et notamment sa mesure .....,

- VU** le contrat de plan Etat/Région du ..... (si c'est le cas),
- VU** l'engagement comptable du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles en date du ../ ./ ./ n° .....,
- VU** le dossier de demande présenté par.....domicilié à.....code postal.....ville.....,
- VU** l'avis favorable du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage :

a) à réaliser avec la participation financière de l'Etat et de l'union européenne l'opération suivante conformément au devis-barème retenu par l'administration :

- objet.....
  - commune(s) de situation.....
- (les références des parcelles cadastrales du projet figurent dans la demande et le plan masse, seules les parcelles cadatralas ci-après ont été exclues commune de.....).

b) à réaliser les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération ou au bon état des ouvrages ;

c) à laisser affectés à la production forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de cette aide et à ne pas diviser l'unité de gestion forestière constituée, à moins que la division ne résulte d'une opération d'utilité publique, d'un remembrement, ou d'autres causes expressément prévues par le code forestier ;

Les annexes techniques et financières ainsi que les engagements du bénéficiaire sur la qualité des travaux et de leur suivi ci-joints constituent, avec le présent document, les pièces contractuelles de la convention. (\*)

d) à respecter tous les engagements qu'il a pris lors du dépôt de sa demande et qu'il a signés. (\*)

*(\*) la solution recommandée est de mentionner ici tous les engagements techniques du bénéficiaire avec les spécificités régionales.*

#### ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AIDE - IMPUTATION BUDGETAIRE

Le montant maximum de l'aide financière est de ..... Euros HT (soit .....Francs).

Ce montant est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif de l'aide devant être calculé en fonction des travaux effectivement réalisés.

Ce montant correspond à un taux d'aide de ..... % du coût prévisionnel éligible s'élevant à la somme de : ..... Euros HT (soit .....Francs).

Cette aide s'impute sur le chapitre ..... du budget de l'Etat et sur les fonds européens.

Le montant maximum de l'aide financière ci-dessus comprend pour :

- ..% l'aide de l'Etat
- ..% l'aide de l'Union Européenne.

Le financement du projet ci-dessus est le suivant :

- autofinancement du bénéficiaire.....Euros
- part de l'Etat .....Euros
- part de l'Europe .....Euros
- part de la collectivité .....Euros

### ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire de la subvention doit informer la direction départementale de l'agriculture et de la forêt du commencement d'exécution des travaux.

La présente décision est caduque si, dans un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle elle a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution.

Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire n'est recevable au delà du délai de quatre ans à compter de la date de la présente convention.

### ARTICLE 4 - MODALITES DE PAIEMENT

Le versement de la subvention est effectué sur justification de la réalisation des travaux et de la conformité de leurs caractéristiques avec celles prévues au devis-barème et aux engagements pris par le bénéficiaire sur la qualité des travaux et de leur suivi.

Dans la limite des crédits disponibles, un (deux) acompte (s)\* sur subvention pourra (ont) être versé(s), au fur et à mesure de l'exécution des travaux. Ces acomptes\*, au nombre maximum de....ne pourront excéder au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

*(\*) nb: à adapter en fonction du nombre d'acomptes fixé pour chaque type d'opération par les circulaires en vigueur.)*

En cas de différend avec le bénéficiaire, l'Administration se réserve le droit d'exiger, le cas échéant, toutes pièces justificatives relatives à l'opération.

### ARTICLE 5 - COMPTE A CREDITER

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du bénéficiaire :

- Banque.....
- Code banque .....
- Code guichet .....
- N° de compte .....
- Clé de RIB .....

### ARTICLE 6 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.) .....

### ARTICLE 7 - CONTROLE, REVISION OU RESILIATION DE L'OPERATION

S'il est constaté lors de la réception des travaux qu'une partie des travaux n'a pas été exécutée ou l'a été dans des conditions différentes de celles prévues sans que ces modifications compromettent la bonne fin de l'opération, la subvention est réduite en conséquence; lorsque ces modifications compromettent la bonne fin de l'opération, le bénéficiaire rembourse les sommes déjà versées.

Postérieurement à la fin des travaux, l'administration exerce pendant une durée de quinze ans à compter du 31 décembre de l'année de la décision un contrôle sur les terrains ayant fait l'objet des travaux subventionnés, afin de s'assurer du respect des engagements pris par le bénéficiaire conformément à l'article 1<sup>er</sup> (b, c, d) de la présente convention.

Le bénéficiaire ou ses ayants cause sont tenus de rembourser le montant de l'aide reçue actualisée sur la base de l'indice annuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages et majorée de 25%, s'il est constaté pendant cette période que ces engagements n'ont pas été respectés et notamment que :

- les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération ou au bon état des ouvrages n'ont pas été effectués,
- les parcelles ou fractions de parcelles ayant bénéficié de l'aide sont soit détournées de leur destination forestière soit divisées au delà des seuils minimaux de réalisation fixés au niveau régional, à moins que la division ne résulte d'une opération d'utilité publique, d'un remembrement, ou d'autres causes expressément prévues par le code forestier,

- la vérification de la quantité déclarée dans la demande démontre une erreur de calcul (non justifiée et payée) ou une fausse déclaration.
- *(A indiquer que dans le cas de l'application du chapitre 3.1.1.1. de la circulaire DERF/SDF/C2000-3022 du 31 août 2000 : l'engagement écrit du propriétaire de faire agréer un plan simple de gestion dans un délai maximal de trois ans n'a pas été respecté).*

Le montant du remboursement de l'aide est calculé au prorata des quantités sur lesquelles le non-respect des engagements a été constaté. Si la quantité sur laquelle les engagements ont été respectés est inférieure au seuil minimal exigé pour l'attribution de l'aide, la totalité de l'aide attribuée doit être remboursée.

#### **ARTICLE 8 - LITIGES**

En cas de litige, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de .....

Fait .....le .....

Le bénéficiaire,

LE PREFET,

## **Annexe VI (suite)**

### A - Exemples de décision

#### **CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION DU BUDGET DE L'ETAT ET DE L'UNION EUROPEENNE** (subvention liquidée sur dépenses réelles avec contrôle d'engagement sur 15 ans)

ENTRE

**L'Etat, représenté par le Préfet de.....**

d'une part,

ET

..... **bénéficiaire de l'aide du budget de l'Etat et de l'Union  
Européenne ci-après dénommé le bénéficiaire,**

d'autre part,

- VU** le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- VU** le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région, à l'action des organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics,
- VU** le code Rural, notamment son livre Ier et son livre IV, ainsi que les articles L 313-3 et R\* 313-13 et suivants,
- VU** l'arrêté du 16 octobre 2000 portant agrément des organismes payeurs des dépenses financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section "garantie", concernant le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles,
- VU** le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** le décret n° 2000-675 du 17 juillet 2000 pris pour application de l'article 10 du décret n° 99-160 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** le décret n° 2000-676 du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** l'arrêté du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- VU** l'arrêté du 30 mai 2000 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'Etat pour les projets d'investissement,
- VU** la circulaire DERF/SDF.....du.....,
- VU** l'arrêté préfectoral régional du..... relatif aux conditions de financement par le budget général de l'Etat des investissements forestiers de production en région .....,
- VU** le règlement (C.E.) n° 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) articles 29 à 32,
- VU** le règlement (C.E.) n° 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (C.E.) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) pour l'application des articles 47, 48 et 49 (demandes, contrôles et sanctions) modifié par le règlement (C.E.) n° 2075/2000 de la commission du 29 septembre 2000 (paragraphe 16, 17, et 18),



- VU** le plan de développement rural national approuvé le 7 septembre 2000 et notamment sa mesure.....,
- VU** le contrat de plan Etat/Région du ..... (si c'est le cas),
- VU** l'engagement comptable du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles en date du...../...../.....n°.....,
- VU** le dossier de demande présenté par.....domicilié à (ou siège social).....code postal.....Ville.....,
- VU** l'avis favorable du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage :

a) à réaliser avec la participation financière de l'Etat l'opération et de l'Union Européenne suivante conformément au devis retenu par l'administration :

- objet.....
  - commune(s) de situation.....
- (les références des parcelles cadastrales du projet figurent dans la demande et le plan masse, seules les parcelles cadastrales ci-après ont été exclues commune de.....).

b) à réaliser les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération ou au bon état des ouvrages,

c) à laisser affectés à la production forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de cette aide et à ne pas diviser l'unité de gestion forestière constituée, à moins que la division ne résulte d'une opération d'utilité publique, d'un remembrement, ou d'autres causes expressément prévues par le code forestier,

d) à respecter tous les engagements qu'il a pris lors du dépôt de sa demande et qu'il a signés.(\*).

*(\*) La solution la plus efficace est de mentionner ici tous les engagements techniques du bénéficiaire avec les spécificités régionales.*

#### ARTICLE 2 - MONTANT DE LA SUBVENTION - IMPUTATION BUDGETAIRE

Le montant maximum prévisionnel de la subvention est de ..... Euros HT (soit ... ..Francs).

Ce montant correspond à un taux d'aide de .....% du coût prévisionnel éligible s'élevant à la somme de : ..... Euros HT (soit .....Francs).

Le montant définitif est calculé en appliquant le taux de subvention au montant de la dépense réelle, au prorata des quantitatifs réalisés plafonné au montant de la dépense subventionnée prévisionnelle.

Cette aide s'impute sur le budget de l'Etat et sur les fonds européens.(éventuellement indiquer pour le budget de l'Etat la ligne budgétaire)

Le montant maximum prévisionnel de la subvention ci-dessus comprend pour :

- ..% l'aide de l'Etat
- ..% l'aide de l'Union Européenne.

Le financement du projet ci-dessus est le suivant :

- autofinancement du bénéficiaire.....Euros
- part de l'Etat .....Euros
- part de l'Europe .....Euros
- part de la collectivité .....Euros

### ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire de la subvention doit informer la direction départementale de l'agriculture et de la forêt du commencement d'exécution des travaux.

La présente décision est caduque si, dans un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle elle a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution.

Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire n'est recevable au delà du délai de quatre ans à compter de la date de la présente convention.

### ARTICLE 4 - MODALITES DE PAIEMENT

Le versement de la subvention est effectué sur justification de la réalisation des travaux et de la conformité de leurs caractéristiques avec celles prévues au devis descriptif et estimatif agréé par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, et aux engagements pris par le bénéficiaire sur la qualité des travaux et de leur suivi (présentation des factures acquittées ou mémoire pour les travaux réalisés en régie directe déclarée dans la demande).

Dans la limite des crédits disponibles, un (deux) acompte (s)\* sur subvention pourra (ont) être versé(s), au fur et à mesure de l'exécution des travaux. Ces acomptes,\*dont le nombre maximum est de ..... ne pourront excéder au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

*(\*) à adapter en fonction du nombre d'acompte fixé pour chaque type d'opération par les circulaires en vigueur).*

L'administration pourra exiger toutes pièces justificatives relatives aux dépenses afférentes à l'opération.

### ARTICLE 5 - COMPTE A CREDITER

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du bénéficiaire :

- Banque .....
- Code banque .....
- Code guichet .....
- N° de compte .....
- clé de RIB .....

### ARTICLE 6 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.).....

### ARTICLE 7 - CONTROLE, REVISION OU RESILIATION DE L'OPERATION

S'il est constaté lors de la réception des travaux qu'une partie des travaux n'a pas été exécutée ou l'a été dans des conditions différentes de celles prévues sans que ces modifications compromettent la bonne fin de l'opération, la subvention est réduite en conséquence; lorsque ces modifications compromettent la bonne fin de l'opération, le bénéficiaire rembourse les sommes déjà versées.

Postérieurement à la fin des travaux, l'administration exerce pendant une durée de quinze ans à compter du 31 décembre de l'année de la décision un contrôle sur les terrains ayant fait l'objet des travaux subventionnés, afin de s'assurer du respect des engagements pris par le bénéficiaire conformément à l'article 1<sup>er</sup> (b, c,d) de la présente convention.

Le bénéficiaire ou ses ayants cause sont tenus de rembourser le montant de l'aide reçue actualisée sur la base de l'indice annuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages et majorée de 25 %, s'il est constaté pendant cette période que ces engagements n'ont pas été respectés et notamment que :

- les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération ou au bon état des ouvrages n'ont pas été effectués,

- les parcelles ou fractions de parcelles ayant bénéficié de l'aide sont soit détournées de leur destination forestière soit divisées au delà des seuils minimaux de réalisation fixés au niveau régional, à moins que la division ne résulte d'une opération d'utilité publique, d'un remembrement, ou d'autres causes expressément prévues par le code forestier,
- la vérification de la quantité déclarée dans la demande démontre une erreur de calcul (non justifiée et payée) ou une fausse déclaration.
- *(A indiquer que dans le cas de l'application du chapitre 3.1.1.1. de la circulaire DERF/SDF/C2000-3022 du 31 août 2000 : l'engagement écrit du propriétaire de faire agréer un plan simple de gestion dans un délai maximal de trois ans n'a pas été respecté).*

Le montant du remboursement de l'aide est calculé au prorata des quantités sur lesquelles le non-respect des engagements a été constaté. Si la quantité sur laquelle les engagements ont été respectés est inférieure au seuil minimal exigé pour l'attribution de l'aide, la totalité de l'aide attribuée doit être remboursée.

#### **ARTICLE 8 - LITIGES**

En cas de litige, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de .....

Fait à....., le .....

Le bénéficiaire,

LE PREFET,

## **Annexe VI (suite)**

B - Exemples de demande (avec les engagements du demandeur) (à adapter au niveau régional)

<b>PIECES CONSTITUTIVES D'UN DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE AUX INVESTISSEMENTS FORESTIERS</b>
---

en application de l'arrêté préfectoral régional du.../.../....N°.... relatif aux conditions de financement par le budget général de l'Etat des investissements forestiers de (production, etc...) en région.....et en application du plan de développement rural national.

### **Textes de référence**

- décret du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements
- arrêté du 30 mai 2000 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subvention de l'Etat pour des projets d'investissement.

### **Pièces obligatoires**

- ☐ la demande signée dont le modèle élaboré en région répond aux modalités de l'exemple présenté en annexe de la présente circulaire (correspondant à la mesure du P.D.R.N.)
- ☐ extrait original et récent de la matrice cadastrale si elle est au nom du demandeur, ou dans le cas contraire attestation notariée de propriété.(pour les forêts soumises, la liste des parcelles de l'aménagement)
- ☐ plan de situation au 1/25000 et plan de masse de type parcellaire (ce dernier plan n'est pas demandé dans le cas d'une aide pour P.S.G.) à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet et les références cadastrales des parcelles concernées (1) *avec l'indication des quantités et unités (mention de la surface calculée pour les parties de parcelle cadastrale avec éventuellement les indications de cotes)*
- ☐ devis descriptif et estimatif prévisionnel détaillé du coût des travaux par nature de dépense conforme au 122 de l'arrêté du 30 mai 2000 ou barème forfaitaire conforme au modèle régional.
- ☐ un relevé d'identité bancaire ou postal en original
- ☐ engagements du demandeur (juridiques et techniques conformes au modèle régional)
- ☐ en cas d'un représentant légal du propriétaire, le mandat du propriétaire ou la décision administrative mandatant le représentant
- ☐ pour les opérations à caractère protecteur, écologique et social et principalement pour le R.T.M. et la P.F.C.I., il convient de compléter le devis descriptif par le programme détaillé des travaux, la prévision d'utilisation des matériels, l'estimation du coût de fonctionnement de l'investissement physique, le plan de financement avec les délibérations correspondantes enregistrées en préfecture, l'état des coûts prévisionnels détaillés par nature de dépense et par mode de réalisation figurant au 122 de l'arrêté ci-dessus.

### **et pour les sociétés**

- ☐ extrait du K bis de moins de 6 mois. et numéro de SIRET
- ☐ pouvoir du signataire l'autorisant à présenter et signer la demande (1)
- ☐ selon le cas les documents figurant au 112 de l'arrêté du 30 mai 2000 ci-dessus
- ☐ si le montant de l'aide dépasse 45734 Euros les pièces figurant au 113 de l'arrêté ci-dessus.

### **pour les collectivités**

- ☐ délibération enregistrée en préfecture conforme à l'exemple joint en annexe et correspondant à la mesure(2)
- ☐ pouvoir du signataire vis à vis de la collectivité (3)
- ☐ pour les forêts des collectivités, lorsqu'elles sont reconnues susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière, indication de la soumission au régime forestier ; sinon, attestation par l'O.N.F. que ces forêts ne sont pas susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière, conduisant à les assimiler au régime des forêts privées.

(1) dans le cas des opérations de convention de massif présentées par une collectivité la partie en italique n'est pas demandée.

(2) recouverte du contrôle de légalité de la préfecture.

(3) le pouvoir doit se présenter sous la forme d'une délibération de la structure ou d'un extrait en copie conforme.

**pour les groupements forestiers et groupements fonciers ruraux**

- ❑ extrait du K bis de moins de 6 mois pour les groupements dont la création est postérieure à 1978, et le numéro de SIRET le cas échéant.
- ❑ le gérant du groupement présente une simple déclaration écrite précisant que les statuts du groupement sont disponibles en cas de demande de l'administration. Une copie de la première page des statuts comportant la date de constitution du groupement et de la dernière page comportant les signatures sont jointes à la déclaration
- ❑ ou bien extrait de la délibération du groupement décidant la réalisation du projet et donnant pouvoir au gérant de déposer la demande d'aide et de signer tous les documents s'y rapportant, ou bien extrait des statuts précisant que le gérant détient les pouvoirs de façon permanente.

**pour les dossiers collectifs présentés par les organismes de regroupement reconnus (OGE, ...)**

- ❑ mandat du demandeur conforme au modèle de la circulaire DERF/SDF/C2000-N°3030 du 26/12/00
- ❑ engagement de l'organisme conforme au modèle de la circulaire DERF/SDF/C2000-N°3030 du 26/12/00
- ❑ Pour les aides financières d'un montant supérieur à 45734 Euros les pièces figurant au 113 de l'arrêté ci-dessus.

**pour les dossiers collectifs présentés par une association syndicale (A.S.)**

- délibération enregistrée en préfecture
- pouvoir habilitant le signataire à engager l'A.S.
- statuts
- liste des membres du conseil d'administration
- copie du récépissé de déclaration de l'A.S en préfecture
- pour les aides d'un montant supérieur à 45734 Euros les pièces figurant au 113 de l'arrêté ci-dessus.

**pièces annexes éventuelles**

- ❑ une fiche d'information régionale sur la demande d'aide
- ❑ une fiche diagnostic conforme aux modalités de la circulaire du 31/08/2000 DERF/SDF/C2000-3022 dans le cas de travaux de nettoyage et de reconstitution des parcelles sinistrées par les tempêtes
- ❑ engagement écrit du propriétaire de faire agréer un P.S.G. dans un délai maximal de 3 ans (dans la cas seulement d'une aide exceptionnelle aux travaux de nettoyage et de reconstitution des parcelles sinistrées par les tempêtes et en particulier dans le cas des propriétés concernées depuis plus de 3 ans par l'obligation de faire agréer un plan simple de gestion mais ne l'ayant pas déposé).

## Annexe VI (suite)

B – exemple de demande (avec les engagements du demandeur)  
(à adapter au niveau régional)

<b>DEMANDE D'AIDE PUBLIQUE</b> pour une opération de .....
---

en application de l'arrêté préfectoral régional du..... relatif aux conditions de financement par le budget général de l'Etat des investissements forestiers de (production, etc.....) en région.....et dans le cadre de l'Union européenne application du plan de développement rural national dans sa mesure.....

Je soussigné, (NOM - Prénom).....date de naissance.....  
 Qualité (propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier, ...) .....  
 Profession.....  
 Adresse.....  
 .....  
 Numéro de SIRET pour les sociétés.....  
 Téléphone.....

sollicite l'octroi d'une aide publique dont les caractéristiques sont définies ci-après :

- objet de l'opération : ( boisement, balivage, etc...) .....ha
- objectifs .....
- résultats attendus.....
- commune(s) de localisation.....
- coût prévisionnel global.....Euros.....Francs hors taxes
- durée des travaux .....années (avec calendrier d'exécution)
- montant de la subvention sollicitée :
- montant des travaux H.T..... Euros et (F) x .....% = .....Euros.....F  
 (mettre une croix dans la case correspondante ci-après)  
☐ € établi sur la base du ou des barèmes régionaux n° ..... ci joints  
 valant état du coût prévisionnel, accompagné du programme détaillé des travaux.  
☐ € établi sur la base du devis descriptif et estimatif prévisionnel ci-joint  
 accompagné du programme détaillé des travaux (le prévisionnel de dépense  
 présenté respectera les dispositions du 122 de l'arrêté du 30 mai 2000).

Je m'engage :

à financer comme suit la part des dépenses qui ne sera pas couverte par la subvention sans dépasser au total le taux maximum autorisé de 80 % d'aides publiques pour cette opération :

- autres aides publiques (source de financement et montant).....Euros.....Francs  
 (copie de la décision d'octroi).
- emprunts.....Euros.....Francs
- ressources propres.....Euros.....Francs

J'atteste sur l'honneur :

- que j'ai la libre disposition des terrains sur lesquels je demande l'aide financière
- de la régularité de ma situation au regard de mes obligations fiscales et sociales
- que Monsieur (et autres structures reconnues) .....est mon expert (ou homme de l'art agréé) et qu'il est mandaté pour suivre l'œuvre et me représenter aux réceptions obligatoires. Adresse de l'expert.....
- avoir recueilli les autorisations préalables requises par la réglementation en vigueur et nécessaires à l'instruction de ma demande.

Je certifie :

- que le projet pour lequel la subvention est demandée n'a reçu aucun commencement d'exécution et m'engage à ne pas commencer l'exécution du projet avant que mon dossier soit déclaré ou réputé complet

- ☐ être            ou            ☐ ne pas être            assujetti à la T.V.A.

A..... le.....

Le bénéficiaire, (signature)

(mesure du PDRN :.....)

NB :en application de l'article 34 de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le déclarant dispose d'un droit d'accès auprès de direction départementale de l'agriculture et de la forêt qui a accusé réception de la présente demande.

## Annexe VI (suite)

### B - Exemples de demande (avec les engagements du demandeur)

**DEMANDE D'AIDE PUBLIQUE**  
 pour une opération de .....  
*Cas d'une collectivité (exemple de délibération)*

Le ....., le Conseil Municipal de la commune de ....., dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la Présidence de M.....

Etaient présents :

Etaient absents :

Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil Municipal d'un projet de (boisement, reboisement, équipement, etc)..... sur ..... ha sis sur les parcelles cadastrales n° ..... soumises au régime forestier par arrêté du .....

Il expose que le projet comporte l'exécution d'un programme de travaux dont le montant s'élève à la somme de .....F. H.T. (T.V.A. en sus).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1) approuve le projet qui lui a été présenté et notamment son plan de financement ;

2) sollicite l'octroi d'une aide publique d'un montant de :

Montant des travaux H.T. ....F x .....% =.....F

€établi sur la base du ou des barèmes régionaux n° ..... ci joints

€établi sur la base du devis estimatif ci-joint

3) s'engage à financer comme suit la part des dépenses qui ne sera pas couverte par la subvention sans dépasser au total le taux maximum autorisé de 80 % d'aides publiques pour cette opération :

- autres aides publiques (source de financement et montant) .....

.....

.....

- emprunts .....

- ressources propres .....

4) s'engage à inscrire chaque année au budget de la commune, les sommes nécessaires à l'entretien de (boisement créé,.....).....

5) désigne M..... comme maître d'œuvre / .....maître d'ouvrage délégué / mandataire (à préciser)

6) donne pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tout document et acte relatif à ce projet.

Ainsi fait et délibéré,



## Annexe VI (suite)

### B - Exemples de demande (avec les engagements du demandeur)

**ENGAGEMENTS JURIDIQUE ET TECHNIQUE DU BENEFICIAIRE  
(qualité des travaux et suivi)**

*NB : dans le cas d'une décision prise par convention, ces engagements doivent figurer dans la convention.*

#### Engagement juridique :

##### je déclare avoir

- ◆ été informé et avoir pris connaissance de tous les textes réglementaires liés à ma demande, consultables à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt du département du lieu des travaux et qui seront visés dans la décision d'octroi de l'aide sollicité
- ◆ vérifié toutes les quantités (cotes, surfaces, longueurs, unités) qui figurent dans ma demande et notamment sur le plan masse du projet que je déclare exactes et sincères
- ◆ pris connaissance que si à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention, le projet n'a reçu aucun commencement d'exécution, **le service instructeur constatera la caducité de la décision d'attribution de l'aide**
- ◆ pris connaissance qu'aucune demande de paiement n'est recevable au delà d'un délai de quatre ans à compter de la date d'attribution de l'aide et qu'à l'expiration de ce délai, la subvention sera liquidée en fonction de l'état d'avancement du projet et du caractère fonctionnel de la partie réalisée. Le cas échéant, le versement des acomptes versés sera demandé.

##### je m'engage à

- a) réaliser avec la participation financière de l'Etat et l'union européenne l'opération présentée dans ma demande
- b) réaliser les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération ou au bon état des ouvrages
- c) laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de cette aide et à ne pas diviser l'unité de gestion forestière constituée, à moins que la division ne résulte d'une opération d'utilité publique, d'un remembrement, ou d'autres causes expressément prévues par le code forestier
- d) à respecter toutes les modalités techniques et financières fixées par les textes en vigueur et notamment les arrêtés régionaux
- e) à respecter les conditions techniques particulières de réalisation (ci-jointes en annexe)
- f) éventuellement et dans le cadre seulement de l'aide exceptionnelle aux travaux de nettoyage et de reconstitution des parcelles sinistrées par les tempêtes, à faire agréer un plan simple de gestion dans un délai maximal de trois ans et à rembourser les aides versées avec une majoration de 25% et actualisation en cas de non respect de cette condition
- g) en cas de plantation de noyers à bois à ne pas les greffer
- h) **accepter les articles ci-après sans modification :**

**ARTICLE 1** - Le bénéficiaire de la subvention doit informer la direction départementale de l'agriculture et de la forêt du commencement d'exécution des travaux.

La présente décision est caduque si, dans un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle elle a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution.

**ARTICLE 2** - Le versement de la subvention est effectué sur justification de la réalisation des travaux et de la conformité de leurs caractéristiques avec celles prévues au devis-barème et aux engagements pris par le bénéficiaire sur la qualité des travaux et de leur suivi (présentation des factures acquittées ou mémoire pour les travaux réalisés en régie directe déclarée dans la demande).

Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire n'est recevable au delà du délai de quatre ans à compter de la date de la présente décision.

Dans la limite des crédits disponibles, un (deux) acompte (s)\* sur subvention pourra (ont) être versé(s), au fur et à mesure de l'exécution des travaux. Ces acomptes\* ne pourront excéder, au total, 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

(\*) à adapter en fonction du nombre d'acomptes fixé pour chaque type d'opération par la circulaire du 18/08/2000 § 3.2.4.1 et autres circulaires).

L'Administration se réserve le droit d'exiger toutes pièces justificatives relatives aux dépenses afférentes à l'opération.

**ARTICLE 3** - S'il est constaté lors de la réception des travaux qu'une partie des travaux n'a pas été exécutée ou l'a été dans des conditions différentes de celles prévues sans que ces modifications compromettent la bonne fin de l'opération, la subvention est réduite en conséquence; lorsque ces modifications compromettent la bonne fin de l'opération, le bénéficiaire rembourse les sommes déjà versées.

L'administration exerce, un contrôle sur les terrains ayant fait l'objet des travaux subventionnés pendant une durée de quinze ans à compter du 31 décembre de l'année de la décision attribuant l'aide.

Le bénéficiaire ou ses ayants cause sont tenus de rembourser le montant de l'aide reçue actualisée sur la base de l'indice annuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages et majorée de 25 %, s'il est constaté pendant cette période que :

- les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération ou au bon état des ouvrages n'ont pas été effectués
- les parcelles ou fractions de parcelles ayant bénéficié de l'aide sont soit détournées de leur destination forestière soit divisées au delà des seuils minimaux de réalisation fixés au niveau régional, à moins que la division ne résulte d'une opération d'utilité publique, d'un remembrement, ou d'autres causes expressément prévues par le code forestier
- la vérification de la quantité déclarée dans la demande démontre une erreur de surface (non justifiée et payée) ou une fausse déclaration.

Le calcul de remboursement de l'aide se fait au prorata des quantités sur lesquelles le non-respect des engagements a été constaté. Si la quantité sur laquelle les engagements ont été respectés est inférieure au seuil minimal exigé pour l'attribution de l'aide, le calcul du remboursement se fait sur la totalité de l'aide attribuée.

Enfin, le bénéficiaire accepte durant la période de 15 ans qui suit le 31 décembre de l'année de la décision d'octroi de la subvention que l'administration exerce un droit de contrôle sur les investissements réalisés avec l'aide de l'Etat et de l'Europe et à laisser pénétrer les agents chargés des contrôles, après avoir été préalablement averti .

Dans le cas des opérations concernant la création ou la mise aux normes d'ouvrages de protection contre les risques naturels (P.F.C.I., R.T.M., dunes ), le non respect des engagements juridiques et techniques du bénéficiaire conduit au remboursement intégral des aides versées avec les majorations prévues.

**ARTICLE 4** - Le bénéficiaire certifie sincères et conformes toutes les indications précisées par lui-même ou son expert ( ou homme de l'art agréé) qui figurent dans son dossier de demande.

**ARTICLE 5** - Le bénéficiaire certifie l'exactitude des quantités déclarées dans sa demande et déclare avoir pris connaissance que si l'écart constaté dépasse 20 % de la quantité réelle définitive réalisée et payée, sa déclaration sera considérée comme fausse. Le cas de fausse déclaration est passible de sanctions dans le cadre notamment des règlements de l'Europe (règlement (C.E.) n° 1750/1999 du 23/07/1999).

**Engagements techniques** : je m'engage :

(Les modalités sont fixées par la région, suite aux arrêtés préfectoraux pris par exemple dans le cadre des investissements forestiers ).

sur la qualité des travaux à respecter les modalités suivantes:

à compléter au niveau de la région

X ans après le début d'exécution des travaux à :

à compléter au niveau de la région

15 ans à compter du 31 décembre de l'année de la décision attribuant l'aide:

à compléter au niveau de la région

A \_\_\_\_\_, le

Le maître d'œuvre

(signature précédée de "Lu et approuvé à titre d'information")

A \_\_\_\_\_, le

Le propriétaire

(signature précédée de "Lu et approuvé")

## Annexe VI (suite)

### B - Exemples de demande (avec les engagements du demandeur)

#### FICHE REGIONALE D'INFORMATIONS RELATIVES A L'AIDE DEMANDEE

Cette fiche doit être adaptée pour tenir compte des modalités régionales. Cet exemple donne une base de travail afin de permettre au service instructeur de recueillir un maximum de renseignements au moment du dépôt de la demande. Elle doit faciliter l'instruction de la demande.

#### A - INFORMATIONS RELATIVES AUX ASPECTS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES

##### 1) Descriptif des travaux à réaliser (\*)

Commune	Section	Parcelle(s)	quantité	Type de travaux (reboisement...)	Densité de plants/ha autres	(Essence et provenance) autres

(1) (\*) Pour les opérations à caractère protecteur, écologique et social, il appartient au DRAF d'adapter ce cadre aux besoins locaux

Une protection contre le gibier est-elle prévue ?

oui ☐ non ☐

Si oui, de quel type (protection individuelle ou clôture).....

##### 2) Antécédents des terrains à boiser

Nature d'occupation du sol (ha)	Surface
Terre agricole (au sens du règlement européen)	
Autre terrain non boisé	
Taillis	
Autres peuplements	
<b>Total surface à... (boiser ou reboiser, en balivage, en régénération etc...)</b>	

##### 3) Capacité de production : PRODUCTION MOYENNE ESCOMPTEE (/HA/AN) POUR LES ESSENCES OBJECTIFS

-	-
-	-
-	-

L'utilisation de ces essences est-elle préconisée par un catalogue de stations ou un guide pratique de reconnaissance des milieux ou stations ?

oui ☐ non ☐

Si oui, lequel.....  
préciser milieu(x) ou station(s) concerné(es).....

Si non, préciser les conditions stationnelles (altitude, exposition, pente, profondeur et texture du sol).....  
 .....

**4) Situation des terrains : ACCESSIBILITE DES PARCELLES CONCERNEES : UN TRACTEUR AGRICOLE EQUIPE "FORET" PEUT-IL ACCEDER FACILEMENT A TOUTES LES PARCELLES ?**

oui ☐

non ☐

Possibilités de mécanisation normale : un tracteur agricole équipé "forêt" peut-il se déplacer normalement sur toutes les parcelles ?                      oui ☐    non ☐

Risques d'érosion, glissement de terrain,... :                      faibles ☐                      forts ☐                      très forts ☐

Risques de dégâts de gibier :

Cerfs et chevreuils (éventuellement lapin ou sanglier)

- peu abondants (protection inutile) ☐

- moyennement abondants (protection nécessaire pour certaines espèces sensibles) ☐

- très abondants (protection nécessaire pour toutes les espèces introduites) ☐

Risques d'incendie :                      faibles ☐                      moyens ☐                      élevés ☐                      inconnus ☐

Risques sanitaires :                      faibles ☐                      moyens ☐                      élevés ☐                      inconnus ☐

**B - INFORMATIONS RELATIVES AUX PEUPELEMENTS (CAS DES REBOISEMENTS hors tempête)**

Valeur marchande des produits exploités depuis moins de 10 ans sur les terrains à reboiser .....

**C - INFORMATIONS RELATIVES AUX ASPECTS REGLEMENTAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX**

- les terrains sont-ils soumis à obligation de P.S.G. ou plan d'aménagement ?

oui ☐    non ☐

- si oui, n° ..... du document,    date d'approbation ....., période d'application .....

- les terrains sont-ils classés dans un périmètre de protection ?

oui ☐    non ☐

si oui lequel ? .....

autres contraintes réglementaires à préciser (réglementation des boisements, P.O.S.,

etc...) : .....

- importance de l'aspect paysager (visibilité forte de la parcelle depuis l'extérieur, depuis l'intérieur du massif, parcelle située à proximité d'habitations ou dans un couloir visuel externe...) faible ☐    fort ☐    très fort ☐

- présence de milieux ou d'espèces d'intérêt patrimonial à préserver décrits ou attestés dans ou par des inventaires ou des mesures de protection                      oui ☐    non ☐

- mesures particulières mises en œuvre pour prendre en compte ces aspects environnementaux

.....  
 .....  
 .....  
 .....

**N.B : si le projet concerne une zone définie comme sensible (arrêté régional ou départemental) sur le plan environnemental, joindre la fiche d'évaluation de l'impact du projet (cf. modèle ci-joint à adapter en fonction des modalités)**

Date, qualité et signature

## Annexe VI (suite)

### B - Exemples de demande (avec les engagements du demandeur)

#### FICHE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT

*pour les seuls projets situés dans une zone sensible sur le plan environnemental)*

Cette fiche doit être adaptée pour tenir compte des modalités régionales. Cet exemple donne une base de travail afin de permettre au service instructeur de recueillir un maximum de renseignements au moment du dépôt de la demande, afin de faciliter l'instruction.

Cette analyse porte sur l'ensemble de la zone d'influence du projet appréciée par le maître d'œuvre et estimée à partir de critères naturalistes, hydrauliques et paysagers.

### A - ANALYSE DU MILIEU

#### 1) Analyse du milieu naturel

##### ◆ Zones de protection répertoriées

Les parcelles visées par le projet sont-elles situées dans une zone protégée ?

	Oui	Non
Si oui, préciser : <i>(en indiquant nom, date du classement ou de l'arrêté)</i>		
Site inscrit / classé	Réserve biologique	Arrêté de biotope
Parc national	Réserve naturelle	Forêt de protection
Réserve naturelle volontaire	Autre <i>(préciser)</i>	<input type="checkbox"/> PPR

Les parcelles visées par le projet sont-elles situées dans des zones répertoriées pour leur intérêt ?

	Oui	Non
Si oui, préciser : <i>(en indiquant nom, numéro du site inventorié)</i>		
ZNIEFF	ZICO	Habitats communautaires
Parc naturel régional	Autres <i>(préciser)</i>	Espace naturel sensible

##### ◆ Milieu physique

- Altitude : de      m à      m

- Position topo :    Sommet :      %    Versant :      %    Fond de vallon :      %    Autre :      %

- Exposition :

- Pente en travers du terrain : moyenne :      %    - maximum :      %

- Nature du milieu : Forêt:      %    Pelouse:      %    Rocher:      %    Autre:      %

##### ◆ Faune / flore

- Liste d'espèces remarquables présentes sur les parcelles :

Animales		Végétales	
Nom	Intérêt <i>(à argumenter)</i>	Nom	Intérêt <i>(à argumenter)</i>

- Milieux remarquables susceptibles d'abriter des habitats ou espèces remarquables : *(à localiser sur carte IGN)*

Falaise    Grotte    Tourbière / Zone humide    Station / Peuplement    Autre *(à préciser)*

◆ **Risques naturels**

Les parcelles sont-elles situées dans des zones sensibles à l'érosion ?

Oui

Non

Si oui, préciser :

Chutes de blocs   Risques torrentiels   Avalanches   Glissements de terrain

Les parcelles sont-elles situées dans des zones sensibles au risque d'incendie ?

Oui

Non

◆ **Régime des eaux**

Les parcelles sont-elles situées à proximité de captages en eau potable ?

Oui

Non

Si oui, préciser , si des périmètres de protection sont arrêtés ?

Immédiat

Rapproché

Eloigné

Les parcelles sont-elles situées à proximité de cours d'eau abritant une faune piscicole ?

Oui

Non

Préciser la catégorie piscicole des cours d'eau

1ère

2ème

Les parcelles sont-elles traversées par des ruisseaux permanents ?

Oui

Non

◆ **Le paysage**

La zone d'influence du projet présente-t-elle un intérêt paysager particulier ?

Oui

Non

Si oui, préciser :

2) **Analyse du milieu humain**

◆ **Accueil du public**

La zone d'influence du projet présente-t-elle un intérêt touristique particulier ?

Oui

Non

Si oui, préciser :

La zone d'influence du projet correspond-elle à un lieu de forte fréquentation ?

Oui

Non

◆ **Activités cynégétiques**

La zone concernée par le projet présente-t-elle un fort intérêt cynégétique ?

Oui

Non

◆ **Activités sportives**

La zone d'influence du projet présente-t-elle un intérêt particulier pour la pratique d'activités sportives ?

Oui

Non

Si oui, préciser :

◆ **Le petit patrimoine**

La zone d'influence du projet comporte-t-elle des éléments remarquables du petit patrimoine ?

Oui

Non

Si oui, préciser :

- Lieux historiques      - Lieux de culte      - Ruines, vestiges architecturaux ou préhistoriques
- Grottes                  - Autres (*à préciser*)

3) **Commentaire de synthèse**

.....

.....

.....

## B - LE PROJET ET SES IMPACTS POTENTIELS

### 1) Impacts potentiels

*Ne pas oublier de mentionner tous les types d'impacts : les impacts directs (temporaires et permanents), indirects et induits.*

#### ◆ Faune / flore

Le projet est-il susceptible d'être préjudiciable aux milieux et espèces qu'ils abritent ?

Oui Non

Préciser pourquoi :

#### ◆ Risques naturels

Le projet est-il susceptible d'aggraver des risques existants recensés ?

Oui Non

#### ◆ Régime des eaux

Des fossés susceptibles de modifier les écoulements naturels sont-ils prévus ?

Oui Non

Des franchissements de cours d'eau (gués, buses, ponceaux....) sont-ils prévus ?

Oui Non

Si oui, préciser la nature et le nombre:

Des ouvrages susceptibles de modifier les écoulements naturels sont-ils prévus ?

Oui Non

- provoquant une différence de plus de 35 cm entre amont et aval

Oui Non

- passages busés de plus de 10m de longueur

Oui Non

Des travaux de détournement, dérivation, rectification, canalisation dans le lit du cours d'eau sont-ils prévus ?

Oui Non

- remblais Oui Non

- épis Oui Non

#### ◆ Le paysage

Le projet risque-t-il de poser des problèmes d'intégration paysagère ?

Oui Non

Si oui, préciser pourquoi :

- % de rocher élevé
- Forte pente en travers - Hauteur des talus - Volume des déblais
- Absence ou faible hauteur des peuplements
- Tracé (lacets, tracé trop rectiligne, places de dépôts.....)
- Vision depuis les points fréquentés
- autre (*à préciser*) :

#### ◆ Activités sportives

Le projet risque-t-il de porter atteinte à des activités sportives ?

Oui Non

Si oui, préciser :

#### ◆ Le petit patrimoine

Le projet risque-t-il de porter atteinte à des éléments remarquables du petit patrimoine ?

Oui Non

Si oui, préciser :

- Lieux historiques - Lieux de culte
- Ruines, vestiges architecturaux ou préhistoriques - Grottes- Autres (*à préciser*)

◆ Préciser les raisons pour lesquelles du point de vue des préoccupations environnementales, le projet est retenu

2) Commentaires de synthèse

.....

.....

.....

## C - MESURES COMPENSATRICES

Seront précisées ici les mesures envisagées dans les différents chapitres, qui doivent permettre de corriger ou de compenser les impacts recensés.

- ◆ Faune / flore :
- ◆ Risques naturels :
- ◆ Régime des eaux : (cf. obligations : Loi sur l'eau, code de l'environnement)
- ◆ Le paysage : (ex : maintien d'îlots.....)
- ◆ Activités sportives : (ex : raccordement des sentiers..... )
- ◆ Le petit patrimoine :
- ◆ Autre mesures :
- ◆ Commentaires de synthèse :

Rédacteur : (nom et qualité)

A..... le.....  
(Signature)



## Annexe VI (suite)

B - exemple de demande (avec les engagements du demandeur)

<b>DECLARATION D'EXECUTION DES TRAVAUX FORESTIERS</b>
---

(à transmettre par le bénéficiaire à l'issue de l'exécution des travaux)

**Je soussigné :**

NOM - PRENOM

ADRESSE COMPLETE

DATE DE LA DECISION NOTIFIEE PAR LA D.D.A.F. (arrêté préfectoral, convention)

**déclare et atteste :**

- ☐ avoir commencé les travaux de .....le.../.../.....(obligation de commencer sous un délai de deux ans)
- ☐ avoir réalisé les travaux figurant dans le tableau ci-après pour lesquels je demande le versement de l'acompte correspondant
- ☐ avoir terminé les travaux prévus au projet agréé par la décision d'attribution de l'aide et demande la réception définitive ainsi que le versement du solde correspondant.

**TRAVAUX REALISES :**

Commune	Section	Parcelle cadastrale	Nature des travaux	unité ha ml	quantitatif réalisé	Observations

**N.B. :** Pour les travaux de plantation, l'attestation du contrôle de la qualité des plants et le document d'accompagnement produit par le fournisseur et précisant notamment la catégorie du matériel, son âge, sa provenance ainsi que les références de la pépinière de production doivent être joints à la déclaration. La fourniture des plants doit être conforme aux modalités du devis agréé ou définies par la préfecture de région.

**Joindre également, le cas échéant :**

- les justificatifs de dépenses (factures acquittées) dans le cas d'une aide établie sur devis agréé
- le plan des travaux réalisés s'il y a eu une modification par rapport au projet initial.

Je certifie que les travaux décrits ci-dessus ont été réalisés selon les règles de l'art, conformément au programme de travaux et aux engagements définis dans le dossier de demande d'aide et dans la décision d'attribution de la subvention.

A....., le.....,  
Le bénéficiaire ou le maître d'œuvre agréé

## Annexe VI (suite)

Imprimé type pour le cas d'un demandeur qui dans le délai de 6 mois qui suit l'accusé de réception du dossier complet n'a pas reçu d'engagement juridique et dont les travaux visés dans la demande n'ont pas fait l'objet de commencement.

Nom : \_\_\_\_\_ à Monsieur le Préfet  
 Prénom : \_\_\_\_\_ à l'attention de Monsieur le Directeur  
 Adresse : \_\_\_\_\_ départemental de l'agriculture et de la forêt  
 N° de téléphone : \_\_\_\_\_ de.....

Objet : ma demande d'aide financière pour un investissement forestier  
 Commune (s) de.....

Monsieur le Directeur,

Vous avez le .../.../....., accusé réception de ma demande d'aide financière pour la réalisation de..... sur ma propriété forestière, demande enregistrée sous le numéro.....

N'ayant pas reçu de décision depuis cet accusé de réception dans un délai de 6 mois, j'ai bien pris note que ma demande est implicitement refusée conformément à l'article 5 du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

Vous informant que, n'ayant pas commencé les travaux visés dans ma demande, et conformément à l'article 5 du décret ci-dessus, je renouvelle par la présente lettre ma demande initiale.

Je déclare que cette nouvelle demande (1) :

- ☐ ne présente aucune modification à ma demande initiale
- ☐ présente des modifications que je joins à ma lettre.

(1) bien vouloir cocher la case correspondante

Je vous saurai gré de bien vouloir m'informer dans les délais réglementaires de l'article 4 du décret sus-visé, si la présente nouvelle demande est complète.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait le .../.../.... à.....

Signature

PS : dossier joint pour les modifications annoncées ci-dessus.